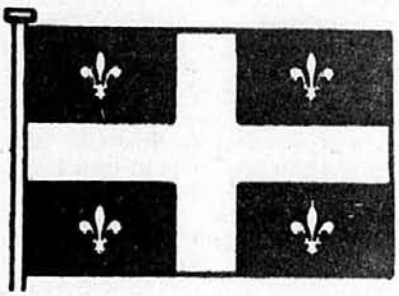

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 MARS 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 17th, 1951

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be pubilshed several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volontes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thurs day, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 wards.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Alexander Dworkin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1951, constituant en corporation: Charles Brownstein, Melvin Salmon, avocats et Mary Steiman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de tissus et mrachandises en pièces et vêtements et accessoires, sous le nom de "Alexander Dworkin Inc.", avec un capital de $30,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29652 L. DÉSILETS.

Letters Patent

Alexander Dworkin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, lettrers patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1951, incorporating Charles Brownstein, Melvin Salmon, advocates, and Mary Steiman, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in all kinds of fabrics and piece goods, and wearing apparel and accessories, under the name of "Alexander Dworkin Inc.", with a capital stock of $30,000 divided into 500 common shares of the par value of $10 each, and 250 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29652-o Deputy Attorney General.

Bell Realties Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept janvier 1951, constituant en corporation: William Jacob Colle, bourgeois, Mavis Grant et June Kirlin, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et disposer de biens immobiliers ou d'intérêts en iceux et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, sous le nom de "Bell Realties Corporation", avec un capital de $100,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Bell Realties Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1951, incorporating: William Jacob Colle, gentleman, Mavis Grant and June Kirlin, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, under the name of "Bell Realties Corporation", with a capital stock of $100,000 divided into 500 preferred shares of a par value of $100 each, and 500 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Bickle-Seagrave (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1951, constituant en corporation: Jean St-Germain, avocat, de Westmount, Claire Goyer, sténographe et Achille Raymond, comptable tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils pour combattre et prévenir les incendies, de moteurs, automobiles et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Bickle-Seagrave (Quebec) Limited", avec un capital de $500,000 divisé en $100,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Bickle-Seagrave (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1951, incorporating: Jean St-Germain, lawyer, of Westmount, Claire Goyer stenographer, and Achille Raymond, accountant both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in fire fighting and fire prevention equipment, motors, automobiles, automobile accessories, under the name of Bickle-Seagrave (Quebec) Limited", with a capital stock of $500,000 divided into 100,000 common shares of $5 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Bijou Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept janvier 1951, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat et Sonya Schneyer, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'articles se rapportant à toutes sortes et genres d'objets pour la maison, sous le nom de "Bijou Industries Ltd.", avec un capital de $30,000 divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Bijou Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1951, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Sonya Schneyer, secretary, both of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in goods, with reference to all manners and types of household wares, under the name of "Bijou Industries Ltd.", with a capital stock of $30,000 divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general this twenty-seventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Edelene Jobbers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1951, constituant en corporation: Samuel Alexander Shulman, avocat, Mortimer Weinfield, avocat et Beatrice Bonnell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie et moteurs, d'installations commerciales pour magasins et restaurants, d'huileset graisses, quincaillerie, appareils électriques et faire le commerce de fourrures et vêtements, sous le nom de "Edelene Jobbers, Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Edelene Jobbers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1951, incorporating: Samuel Alexander Shulman, advocate, Mortimer Weinfield, advocate and Beatrice Bonnell, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery and motors, commercial equipment for stores and restaurants, oils and greases, hardware, electrical appliances; and deal in furs and clothing, under the name of "Edelene Jobbers, Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Estate Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1951, constituant en corporation: Max Coblentz, Samuel Royce Altrows, avocats, tous deux de la cité d'Outremont et Cladys Brocklehurst Watson, sténographe, veuve de feu Everett Watson, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de terrains et d'une agence d'immeubles et agir comme courtiers et estimateurs d'immeubles et comme agents d'assurances, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de Québec, sous le nom de "Estate Investments Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Estate Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1951, incorporating: Max Coblentz, Samuel Royce Altrows, advocates, both of the City of Outremont, and Gladys Brocklehurst Watson, stenographer, widow of the late Everett Watson, of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers and valuators, and as insurance agents, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of Quebec, under the name of "Estate Investments Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Jewish Ezra Convelescent Home

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 376, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Israël Rabinovitch, éditeur, Mordecai M. Peters, secrétaire, Pinches Kooperstock, marchand, Dame Gertie Frankel Kooperstock, ménagère, épouse de Pinches Kooperstock, Joe Remer, manufacturier, Dame Sara Frankel Lefcort, ménagère, veuve de feu Myer Lefcort, Pinkus Hirschprung, rabbin, et Lily Mann, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, établir, aménager, entretenir et diriger une maison pour le soin des vieillards, des infirmes et des convalescents, sous le nom de "Jewish Ezra Convalescent Homes".

Jewish Ezra Convelescent Home

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating without share capital: Israël Rabinovitch, editor, Mordecai M. Peters, Secretary, Pinches Kooperstock, merchant, Dame Gertie Frankel Kooperstock, housewife, wife of Pinches Kooperstock, Joe Remer, manufacturer, Dame Sarah Frankel Lefcort, housewife, widow of the late Myer Lefcort, Rabbi Pinkus Hirschprung, Rabbi, and Lily Mann, bookkeper, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To found, establish, equip, maintain and operate a home for the care of the aged, infirm and convalescents, under the name of "Jewish Ezra Convalescent Home".

Le montant est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Jimmy's Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1951; constituant en corporation: Albert Saurault, inspecteur, René Cousineau, secrétaire et Vincent Soccio, restaurateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'un restaurant, sous le nom de "Jimmy's Restaurant Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Jimmy's Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1951, incorporating: Albert Saurault, inspector, René Cousineau, secretary, and Vincent Soccio, restauranteur, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Jimmy's Restaurant Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 500 common shares of the Par value of $10. each, and 1,400 preferred shares at the par valueof $25 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Mark Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente janvier 1951, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount, Theodore Herzl Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal et Jean McFarlane, dactylographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Mark Corporation", avec un capital de $50,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Mark Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of January, 1951, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of Westmount, Theodore Herzl Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, and Jean McFarlane typist, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mark Corporation", with a capital stock of $50,000 divided into 100 common shares of a par value of $100 each, and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Midtown Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1951, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable et Ruth Budyk, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Midtown Realty Corporation", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de

Midtown Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1951, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant and Ruth Budyk, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate company, under the name of "Miltown Realty Corporation", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of a par value

$100 chacune et en 200 action privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

M. Schleien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1951, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Alva P. Boyd, sténographe, tous deux de la cité de Montréal et Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger des magasins de détail pour la vente d'habits, vêtements et accessoires, sous le nom de "M. Schleien Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Stonete Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1951, constituant en corporation: Lovell Caverhill Carroll, conseil en loi du Roi, John Bumbray, conseil en loi du Roi de ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, avocat, Jehan Perdirau, avocat et Françoise Caisse, secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et celui qui consiste à construire et bâtir dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Stonete Corporation Ltd.", avec un capital de $15,000 divisé en 15,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

Unic Steel Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six janvier 1951, constituant en corporation: Joseph S. Caplan, Murray Lapin, avocats et Harry Golden, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'aucune sorte de métal, bois, acier, verre ou plastique ou articles qui contiennent principalement ces maté' riaux, sous le nom de "Unic Steel Products Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune

of $100 each, and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

M. Schleien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1951, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Alva P. Boyd, stenographer, both of the City of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, adovcate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and conduct retail stores for the sale of clothing, wearing apparel and accessories, under the name of "M. Schleien Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Stonete Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1951, incorporating: Lovel Caverhill Carroll, King's Counsellor, John Bumbray, King's Counsellor, of the Town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, advocate, Jehan Perdriau, advocate, and Françoise Caisse, secretary, all three of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate, building and contracting business in all its branches, under the name of "Stonete Corporation Ltd.", with a capital stock of $15,000. divided into 15,000 shares of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General twenty-fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Unic Steel Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1951, incorporating: Joseph S. Caplan, Murray Lapin, advocates, and Harry Golden, bailiff, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal with any kind of metal, wood, steel, glass or plastic or articles which principally contain, these materials, under the name of "Unic Steel Products Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 100 common shares having a par value of $100. each,

et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagie sera à Ville Jacques Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS

William Paterson & Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept janvier 1951, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de la cité de Westmount, Stanley Stanger, officier d'une compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead et Ralph C. Tees, officer d'une compagnie de fiducie, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, négocier, faire le commerce et ouvrer toutes sortes de métaux, y compris le travail qui consiste à finir le bronze dans toutes ses spécialités, fondre le bronze et forger l'étain et le cuivre sous le nom de "William Paterson & Company Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6940 avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS,

Barvue Extension Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept février 1951, constituant en corporation: Isabelle Lemay, Pauline Cabana et Gisèle Grondin, sténographes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Barvue Extension Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au délà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652 L. DÉSILETS.

---

and 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Ville Jacques Cartier, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

William Paterson & Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1951, incorporating: Seymour Elkin, notary, of the City of Westmount, Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, and Ralph C. Tees, trust company officer, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, trading and dealing in and installing all kinds of metals, including the work of brass finishing in all its branches, brass founding, tin and copper smithing, under the name of "William Paterson & Company Inc.", with a capital stock of $20,000. divided into 2,000 shares of $10. each.

The head office of the Company will be at 6940 Park Avenue, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Barvue Extension Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of February, 1951, incorporating: Isabelle Lemay, Pauline Cabana and Gisèle Grondin, stenographers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Barvue Extension Ltd." (No Personal Liability)", with a capital stock of $4,000,000. divided into 4,000,000 shares of $1. each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29652-o Deputy Attorney General.

Hart Shirt Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1951, constituant en corporation: Jos. Hart, employé civil, René Hart, industriel, et Paul Hart, technicien, tous trois des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la fabrication et le commerce de chemises, de vêtements et hardes de toutes sortes et espèces, sous le nom de "Hart Shirt Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29652-o L. DÉSILETS.

Hart Shirt Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating: Jos. Hart, civil employee, René Hart, industrialist, and Paul Hart, technician, all three of the city and Judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in shirts, wearing apparel and garments of all kinds and descriptions, under the name of "Hart Shirt Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29652 Deputy Attorney General.

Dupas Metals Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accorde par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze février 1951, constituant en corporation: Pauline Cabana, Isabelle Lemay et Cordélia Leclerc, sténographes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Dupas Metals Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29682 L. DÉSILETS.

Dupas Metals Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of February, 1951, incorporating: Pauline Cabana, Isabelle Lemay and Cordélia Leclerc, stenographer, of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals:

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Dupas Metals Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $4,000,000. divided into 4,000,000 shares of $1. each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29682-o Deputy Attorney General.

H. Langevin Lumber Ltée Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt février 1951, constituant en corporation: Georges-A. Langevin, marchand, de Cartierville, Jean-Paul Lavallée, avocat, et Andrée

H. Langevin Lumber Ltée Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of February, 1951, incorporating: Georges A. Langevin, merchant, of Cartierville, Jean Paul Lavallée, advocate, and Andrée Patenaude,

Patenaude, sténographe, ces deux derniers de la Cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie du bois sous toutes ses formes y compris ses sous-produits, sous le nom de "H. Langevin Lumber Ltée, Ltd.", avec un capital de $125,000 divisé en 1250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29682-o L. DÉSILETS.

stenographer, these two latter of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal in lumber in all forms of same including its by-products, under the name of "H. Langevin Lumber Ltée, Ltd.", with a capital stock of $125,000 divided into 1250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cartierville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29682 Deputy Attorney General.

Avis de correction

Ferland & Marier Ltée

Avis est donné que l'avis concernant l'octroi de lettres patentes à la compagnie ci-haut mentionnée, tel que publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 83, N° 9, du 3 mars 1951, page 775, est corrigé de la façon suivante: partout où ils apparaissent dans ledit avis, les mots "district judiciaire de Bedford" sont remplacés par les mots "district judiciaire de Joliette".

Daté du bureau du Procureur général, le 13 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29682-o L. DÉSILETS.

Notice of Correction

Ferland & Marier Ltée

Notice is given that the notice of the issue of letters patent to the above mentioned company, as published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 83, No. 9, of March 3, 1951, page 775 is corrected in the following manner: every place where they appear in said notice, the words "judicial district of Bedford" are replaced by the words "judicial district of Joliette".

Dated at the office of the Attorney General, this 13th of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29682 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Biron-Knitting Mills Ltd.
La Cie de Tricots Biron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 février 1951, à la Compagnie "Biron-Knitting Mills Ltd.— La Cie de Tricots Biron Ltée" ratifiant son règlement "BB" augmentant son capital actions autorisé de $99,000 à $200,000 par la création de 1,010 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29691-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Biron-Knitting Mills Ltd.
La Cie de Tricots Biron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fourteenth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Biron Knitting Mills Ltd.— La Cie de Tricots Biron Ltée", ratifying its By-law "BB" increasing its authorized capital stock from $99,000 to $200,000 by the creation of 1,010 additional preferred shares of $100 each, carrying in the same rights, restrictions and privileges as set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29691 Deputy Attorney General.

Canada Flushwood Door Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 février 1951, à la compagnie "Canada Flushwood Door Limited", ratifiant son règlement N° 5: 1° subdivisant 1,490 actions ordinaires de $10 en 14,900 actions ordinaires de $1 chacune; 2° créant 35,000 actions ordinaires additionnelles de $1 chacune; 3° créant 5,000 actions privilégiées classe A de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement; 4° modifiant la classe, les privilèges, droits, restrictions et limitations attachés aux actions créées par les lettres patentes supplémentaires du 17 août 1932.

Canada Flushwood Door Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary lettters patent bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Canada Flushwood Door Limited" ratifying its By-law No. 5: 1. Subdividing 1,490 common shares of $10 each into 14,900 common shares of $1 each; 2. creating 35,000 additional common shares of $1 each; 3. creating 5,000 Class A preferred shares of $100 each, subject to the privileges, restrictions mentioned in said By-law; 4. amending the class, privileges, rights, restrictions and limitations attaching to the shares created by the supplementary letters patent of August 17, 1932.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691 Deputy Attorney General.

Chez Donald Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 février 1951, à la compagnie "Gascon Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 avril 1932, ratifiant son règlement No. 4: *a*) changeant son nom en celui de "Chez Donald Ltée"; *b*) augmentant son capital autorisé de $10,500 à $50,000 par la création de 395 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

Chez Donald Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gascon Limitée", incorporated by letters patent dated April 20th, 1932, ratifying its By-law No. 4: *a*) changing its name to that of "Chez Donald Ltée"; *b*) increasing its authorized capital stock from $10,500 to $50,000 by the creation of 395 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of Fabruary, 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Ciment Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 février 1951, à la compagnie "Les Industries Calcaires Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 19 mai 1948, sous le nom originaire de "Les Laboratoires Pagnol Inc.—Pagnol Laboratories Inc", et par lettres patentes supplémentaires du 25 février 1949, changeant, *inter alia*, le nom originaire de la compagnie en celui de "Les Industries Calcaires Inc.", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date respectivement des 6 avril 1949 et 30 juin 1950, ratifiant son règlement numéro VIII: *a*) changeant de nouveau le nom de ladite compagnie en celui de "Ciment Québec Inc."; *b*) subdivisant ses 16,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 32,000 actions ordinaires sans valeur au pair; *c*) augmentant le capital-actions de la compagnie par la création de 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair additionnelles et de 10,000 actions privilégiées additionnelles de $50 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement; *d*) fixant à $273,500 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations; *e*) abrogeant une disposition des lettres patentes concernant le transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691-o L. DÉSILETS.

Ciment Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Industries Calcaires Inc." incorporated by letters patent dated May 19, 1948, under the original name of "Les Laboratoires Pagnol Inc.—Pagnol Laboratories Inc." and by supplementary letters patent dated February 25, 1949, changing *inter alia* the original name of the company to that of "Les Industries Calcaires Inc." and by new supplementary letters patent dated respectively April 6, 1949 and June 30, 1950, ratifying its By-law No. VIII: *a*) Again changing the name of the said company into that of "Ciment Québec, Inc."; *b*) subdividing its 16,000 common shares without par value into 32,000 common shares without par value; *c*) increasing the capital stock of the company by the creation of 2,000 additional common shares without par value and 10,000 additional preferred shares of $50 each, carrying the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law; *d*) fixing to $273,500 the amount with which the company may continue its operations; *e*) repealing a provisions of the letters patent concerning the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691 Deputy Attorney General.

Cinq-O Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 février 1951, à la compagnie "Les Industries Cinq-O Ltée", constituée en corporation par lettres patentes datée du 13 décembre 1945, ratifiant son règlement: 1° changeant son nom en celui de "Cinq-O Ltée"; 2° portant son capital-actions de $6,000 à $40,000 par la création de 1,900 actions ordinaires additionnelles de $10 chacune et 1,500

Cinq-O Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-first day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Industries Cinq-O Ltée", incorporated by letters patent dated December 13, 1945, ratifying its By-law: 1. Changing its name to that of "Cinq-O Ltée; 2. Increasing its capital stock from $6,000 to $40,000, by the creation of 1,900 aditional common shares of $10 each, and 1,500 preferred shares of $10 each,

actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29691-o L. DÉSILETS.

Cumming-Perrault Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 février 1951, à la compagnie "Cumming-Perrault Limited", ratifiant son règlement spécial "C" diminuant son capital de $520,000 à $201,800 par l'annulation de 3,182 actions privilégiées rachetées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29691 L. DÉSILETS.

Empire Electroplating Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26 février 1951, à la compagnie "Empire Glass Works Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 avril 1945, changeant son nom en celui de "Empire Electroplating Works Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 26 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29691 L. DÉSILETS.

Forden-Crescent Shirts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 février 1951, à la compagnie "Forden-Crescent Shirts Ltd.", ratifiant son règlement "A", augmentant son capital de $20,000 à $100,000 par la création de 800 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29691 L. DÉSILETS.

Gordon Belt & Novelty Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 février 1951, à la compagnie "Lou Gordon Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 novembre 1950, changeant son nom en celui de "Gordon Belt & Novelty Company Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 14 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29691 L. DÉSILETS.

subject to the privileges and restrictions mentioned in the said-By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29691 Deputy Attorney General.

Cumming-Perrault Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cumming-Perrault Limited", ratifying its Special By-law "C" reducing its capital stock from $520,000 to $201,800 by the cancellation of 3,182 redeemed preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29691-o Deputy Attorney General.

Empire Electroplating Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Empire Glass Works Ltd.", incorporated by letters patent dated April 12, 1945, changing its name to that of "Empire Electroplating Works Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29691-o Deputy Attorney General.

Forden-Crescent Shirts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Forden-Crescent Shirts Ltd.", ratifying its By-Law "A" increasing its capital stock of $20,000 to $100,000 by the creation of 800 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29691-o Deputy Attorney General.

Gordon Belt & Novelty Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Lou Gordon Ltd.", incorporated by letters patent dated November 10, 1950, changing its name to that of "Gordon Belt & Novelty Company Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29691-o Deputy Attorney General.

John F. Wickenden Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 février 1951, à la compagnie "John F. Wickenden Company Limited", ratifiant son règlement No 24, augmentant son capital de $20,000 à $170,000 par la création de 15,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

John F. Wickenden Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "John F. Wickenden Company Limited", ratifying its By-Law No. 24 increasing its capital stock from $20,000 to $170,000 by the creation of 15,000 preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Lemo Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 février 1951, à la compagnie "Lemo Shops Inc.", ratifiant son règlement No 24, augmentant son capital de $20,000 à $200,000 par la création de 600 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 1,200 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

Lemo Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lemo Shops Inc.", ratifying its By-Law No. 24 increasing its capital stock from $20,000 to $200,000 by the creation of 600 additional common shares of $100 each and 1,200 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Marvel Headwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 février 1951, à la compagnie "Led-Mil Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1949, changeant son nom en celui de "Marvel Headwear Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 27 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

Marvel Headwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Led-Mil Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated November 9th, 1949, changing its name to that of "Marvel Headwear Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Matteau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 février 1951, à la compagnie "Matteau Limitée", ratifiant son règlement No 6 augmentant son capital de $49,000 à $99,000 par la création de 500 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691-o L. DÉSILETS.

Matteau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Matteau Limitée" ratifying its By-law No. 6, increasing its capital stock from $49,000 to $99,000 by the creation of 500 preferred shares of $100 each, carrying the rights, restrictions, and privileges set forth in said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691 Deputy Attorney General.

Purity Bakery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 février 1951, à la com-

Purity Bakery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1951, were issued by the Lieutennat-Governor of the Province of Quebec, to the company

pagnie "Purity Bakery Limited", ratifiant son règlement N° 29, augmentant son capital de $40,000 à $390,000 par la création de 3,500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

Remer Spring Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 février 1951, à la compagnie "London Felt Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1944, changeant son nom en celui de "Remer Spring Mfg. Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 27 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

Simard, Chevalier & Choyer Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 février 1951, à la compagnie 'Judson G. Lee & Sons Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1933, changeant son nom en celui de "Simard, Chevalier & Choyer Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 24 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29691 L. DÉSILETS.

Empire Clothing Manufacturing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 février 1951, à la compagnie "Empire Clothing Manufacturing Company", ratifiant son règlement N° 32, augmentant son capital de $99,000 à $299,000 par la création de 40,000 actions privilégiées de $5 chacune sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29694 L. DÉSILETS.

J. J. Shea & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 février 1951, à la compagnie "J. J. Shea & Company Limited", ratifiant son règlement "CC" augmentant son capital de $20,000 à $100,000 par la création de 800 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29694 L. DÉSILETS.

"Purity Bakery Limited", ratifying its By-Law No. 29 increasing its capital stock from $40,000 to $390,000 by the creation of 3,500 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Remer Spring Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "London Felt Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated December 12, 1944, changing its name to that of "Remer Spring Mfg. Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of February. 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Simard, Chevalier & Choyer Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Judson G. Lee & Sons Limited", incorporated by letters patent dated June 30, 1933, changing its name to that of Simard-Chevalier & Choyer Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29691-o Deputy Attorney General.

Empire Clothing Manufacturing Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Empire Clothing Manufacturing Company", ratifying its By-law No. 32 increasing its capital from $99,000 to $299,000 by the creation of 40,000 preferred shares of $5 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29694-o Deputy Attorney General.

J. J. Shea & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "J. J. Shea & Company Limited", ratifying its By-law "CC" increasing its capital stock from $20,000 to $100,000 by the creation of 800 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29694-o Deputy Attorney General.

Merchants Press Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accorde par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26 février 1951, à la compagnie "Merchants Press Limited", ratifiant son règlement N° "A", augmentant son capital de $1,000 à $40,000 par la création de 900 actions ordinaires additionnelles de $10 chacune et de 300 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29694 L. DÉSILETS.

Merchants Press Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companie ' Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Merchants Press Limited", ratifying its By-law No. "A" increasing its capital from $1,000 to $40,000 by the creation of 900 additional common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29694-o Deputy Attorney General.

Parco Drilling & Exploration Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 février 1951, à la compagnie "Parco Drilling & Exploration Company Limited", ratifiant son règlement portant son capital-actions de $20,000 à $50,000 par la création de 1,200 actions additionnelles de $25.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29694-o L. DÉSILETS.

Parco Drilling & Exploration Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Parco Drilling & Exploration Company Limited", ratifying its by-law increasing its capital stock from $20,000 to $50,000 by the creation of 1,200 additional shares of $25.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29694 Deputy Attorney General.

Standard Auto Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 février 1951, à la compagnie "Standard Auto Supply Limited", ratifiant son règlement N° 30 portant son capital-actions de $20,000 à $70,000 par la création de 500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29694-o L. DÉSILETS.

Standard Auto Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing the twentieth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Standard Auto Supply Limited" ratifying its By-law No. 30 increasing its capital stock, from $20,000 to $70,000, by the creation of 500 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29694 Deputy Attorney General.

Avis divers

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 9 mars 1951, le changement de nom de "L'Association des Gardes Malades Graduées de l'Hôpital Ste-Justine" en celui de "Association des Infirmières de l'Hôpital Sainte-Justine", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 10 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29653-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary authorized, under date the 9th of March, 1951, the change of name of "L'Association des Gardes Malades Graduées de l'Hôpital Ste-Justine" into that of "Association des Infirmières de l'Hôpital Sainte-Justine", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29653 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE LA DATE DE PRÉSENTATION DES CANDIDATS ET DE LA DATE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Mackayville, en conformité de l'article 173 de la Loi des cités et villes, présentera au Lieutenant-gouverneur en conseil, une requête pour changer la date de la présentation des candidats et la date des élections générales.

A une assemblée Spéciale des membres du Conseil municipal de la corporation de la ville de Mackayville, tenue le 27 février 1951, le soussigné, secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections comme suit: la date de la présentation des candidats ainsi que celle des élections générales, qui sont actuellement fixées respectivement au 25 janvier ou au premier jour juridique suivant, et au premier jour juridique de mai, seront à l'avenir fixées respectivement au 26 avril, pour la présentation des candidats, et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant; et au 2 mai, pour les élections générales, et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

Mackayville, le 27e jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND BARBEAU.

29613-10-4-o

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF NOMINATIONS OF CANDIDATES AND DATE OF GENERAL ELECTIONS.

Notice is hereby given that the Town of Mackayville, in conformity with section 173 of the Cities and Towns' Act, will submit to the Lieutenant-Governor in Council, a petition to change the date of nominations of candidates and the date of General elections.

At a special meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the Town of Mackayville, held on the 27th of February 1951, the undersigned, secretary-treasurer, was requested to prepare the formalities required to change the date for the elections as follows: the date for the nomination of candidates and also that of the general elections, actually fixed respectively to the 25th of January or first juridical day following, and to the first juridical day of May, shall for the future, be fixed respectively to the 26th of April, for the nomination of candidates and if this day be a holiday, to the first following juridical day; and to the 2nd of May for the general elections and if this day be a holiday, to the first juridical day following same.

The petition will be presented after publication of the notices required by law.

Mackayville, February 27th, 1951.

ROLAND BARBEAU,
Secretary-Treasurer.

29613-10-4-o

CANADA ENVELOPE COMPANY

Règlement spécial "28"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Canada Envelope Company" ce qui suit

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de dix (10) à neuf (9) de manière à ce que le bureau de direction de la compapnie soit dorénavant composé de neuf (9) directeurs.

2. Cinq (5) directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés modifiés et revisés afin de donner effet au présent règlement.

Décrété le trente janvier 1951.

(Sceau)

Le Président,
G. R. THOMSON.
Le Secrétaire,
M. M. FORSYTH.

29654

CANADA ENVELOPE COMPANY

Special By-law "28"

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Canada Envelope Company", as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby decreased from ten (10) to nine (9), so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of nine (9) directors.

2. Five (5) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law.

Enacted this thirtieth day of January, 1951.

(Seal)

G. R. THOMSON,
President.
M. M. FORSYTH,
Secretary.

29654-o

LAITERIE CITY DAIRY LTD.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée annuelle des actionnaires de "Laiterie City Dairy Ltd.", tenue le 14 novembre 1950, concernant la réduction du nombre des directeurs de sept à cinq.

"Sur proposition dûment secondée, il est résolu que la première ligne de l'article 8 du règlement N° 1 de la compagnie soit rayée et remplacée par la suite: "Les affaires de la compagnie seront conduites par cinq directeurs."

Québec, 15 novembre 1950.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
WILBROD BHERER.

29656-o

LAITERIE CITY DAIRY LTD.

Excerpt from the minutes of the annual meeting of the shareholders of "Laiterie City Dairy Ltd.", held on the 14th of November, 1950, concerning the decrease in the number of directors from seven to five.

"Upon motion duly seconded, it was resolved that the first line of Article 8 of By-law No. 1 of the company be struck out and replaced by the following: "The affairs of the company will be managed by five directors".

Quebec, November 15, 1950.

Certified true copy.

WILBROD BHERER,
Secretary.

29656

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, et conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi Loi des compagnies de Québec, les règlements Nos un et deux de "Gatineau Memorial Hospital, Wakefield", tels qu'adoptés le 23 octobre 1950, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province en date du 2 mars 1951.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29655 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver du Rang Dix, de Normandin", en date du 27 janvier 1951, dont le siège social est situé à Normandin, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 13 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29657-o JEAN BRUCHÉSI.

L. N. Messier Limitée

Règlement concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs dont trois formeront quorum."

Certifié conforme, ce 9 février 1951.

Le Secrétaire,
29658-o J. L. ROUSSEAU.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 6 mars 1951, les règlements généraux de la "Corporation de l'École d'Agriculture de Ste-Croix", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 31 janvier 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 9 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29673-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse Notre Dame de Bonsecours, comté de Papineau, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 1er février 1951, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité de la paroise de N.-D. Bonsecours en celui de municipalité de Fassett, comté de Papineau.

Conformément aux dispositions de l'article de l'article 48 du Code municipal, ce changegement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fassett, Qué., le 20 février 1951.

Le Maire,
C. GENDRON.
Le Secrétaire-trésorier,
29674-o YVON RACICOT.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, and pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, By-laws Nos One and Two of "Gatineau Memorial Hospital, Wakefiled", as adopted on October 23rd, 1950, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 2nd day of March, 1951.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29655-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver du Rang Dix, de Normandin", under date the 27th day of January, 1951, whereof the head office is at Normandin, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29657 Under Secretary of the Province.

L. N. Messier Limitée

By-law respecting the increase of the number of Directors from three to five.

"The affairs of the company will be managed by a Board of five Directors, three of whom will form the quorum."

Certified True Copy, February 9, 1951.

J. L. ROUSSEAU,
29658 Secretary.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of the "Corporation de l'École d'Agriculture de Ste-Croix", as adopted at the meeting held on the 31st of January, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 6th day of March, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29673 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the mayor and secretary-treasurer of the municipality of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, county of Papineau, that the Lieutenant-Governor in Council, has approved, under date of February 1st, 1951, following a report from the Committee of the Honourable the Executive Council he change of name of the municipality of the, parish of N.-D. Bonsecours, to that of Municipality of Fessett, county of Papineau.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, such change of name will come into force from and after the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Fassett, Que., February 20, 1951.

C. GENDRON,
Mayor.
YVON RACICOT,
29674 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat cooperatif "La Coopérative d'Habitation de St-Patrice de Tingwick", en date du cinq février 1951, dont le siège social est à Tingwick, comté d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29675-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative d'Habitation de St-Patrice de Tingwick", under date the fifth day of February, 1951, whereof the head office is at Tingwick, county of Arthabaska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this first day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29675 Under Secretary of the Province.

Chambre du Conseil législatif

Québec, 7 mars 1951.

Aujourd'hui, à trois heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

22 Loi concernant la régie des loyers.
24 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.
26 Loi pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles.
30 Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec.
40 Loi concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic.
42 Loi modifiant la Loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.
43 Loi modifiant la Loi des abeilles.
45 Loi concernant l'enregistrement des obligations des corporations municipales et scolaires.
46 Loi relative aux coopératives d'électricité.
47 Loi concernant la sécurité publique et la Loi des véhicules automobiles.
49 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
50 Loi érigeant la municipalité du canton Boyer, dans le comté de Labelle.
51 Loi relative à la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.
52 Loi concernant la durée des conventions collectives.
53 Loi concernant le renouvellement des titres de certains droits de mines et concessions minières.
55 Loi concernant la Commission de relations ouvrières de la province de Québec.
57 Loi modifiant la Loi médicale de Québec.
101 Loi modifiant la charte de la ville de Matane.
102 Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.
103 Loi concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu.
104 Loi concernant la succession d'Armand Gauthier.
105 Loi concernant la succession d'Hermann Gottlieb Huber.
106 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville.

Legislative Council Chamber

Quebec, 7 th of March, 1951.

This day, at three o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

22 An Act respecting the regulation of rentals.
24 An Act to amend the Courts of Justice Act.
26 An Act to improve pensions for the aged and the blind.
30 An Act to amend the Quebec Farm Credig Act.
40 An Act respecting the municipalization of electric power by the town of Megantic.
42 An Act to amend the Act to Organize Colonisation according to Progressive and Rational Methods.
43 An Act to amend the Bees Act.
45 An Act respecting the registration of debentures of municipal and school corporations.
46 An Act respecting electricity cooperatives.
47 An Act respecting public safety and the Motor Vehicles Act.
49 An Act to amend the Education Act.
50 An Act to erect the municipality of the township of Boyer, in the county of Labelle.
51 An Act respecting the reopening of the mills of the Chicoutimi Region.
52 An Act respecting the duration of collective agreements.
53 An Act respecting the renewal of the titles of certain mining rights and mining concessions.
55 An Act respecting the Labour Relations Board of the Province of Quebec.
57 An Act to amend the Quebec Medical Act.
101 An Act to amend the charter of the town of Matane.
102 An Act respecting the estate of the Honourable Joseph Masson.
103 An Act respecting the Corporation of the town of Bromptonville and the School commissioners for the same locality.
104 An Act respecting the estate of Armand Gauthier.
105 An Act respecting the estate of the late Hermann Gottlieb Huber.
106 An Act respecting the School Commissioners for the municipality of the town of Victoriaville.

108 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.
109 Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.
110 Loi changeant le nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Léopold-Marcel Villeneuve.
111 Loi concernant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.
112 Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby.
113 Loi relative à la ville de Coaticook.
114 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.
116 Loi autorisant le Recteur et les marguilliers de St. Matthew's Church de la cite de Québec, à vendre le lot numéro 3,296 au cadastre du quartier Saint-Jean de la cité et du district de Québec.
117 Loi concernant l'admission de Me André Poirier à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire.
118 Loi concernant l'adoption de Henri-Maurice Morin.
119 Loi concernant la succession de l'honorable Paul-G. Martineau.
120 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raphaël Esposito.
122 Loi modifiant la charte de la Commission Métropolitaine de Montréal concernant la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés permanents.
123 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre Jean-Théodore Chenevert.
125 Loi concernant l'imposition d'une taxe de ventes et d'une taxe d'écutation pour fins municipales et scolaires dans la ville de Mégantic.
126 Loi autorisant les Commissaires d'écoles de la cité de Thetford-Mines à imposer une taxe d'éducation.
127 Loi concernant l'adoption de Margaret Anne Redmond et le changement de son nom de famille en celui de Berry.
128 Loi modifiant la charte de la ville de Laval Ouest.
129 Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.
130 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.
131 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Institut des Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne.
133 Loi modifiant la charte de la ville de Richmond.
134 Loi annulant une clause du contrat de donation de Eugène Girard à Anna Girard.
135 Loi autorisant les Commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation.
136 Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake.
137 Loi concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain et pourvoyant à une évaluation fixe des biens industriels imposables de certaines compagnies.
138 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf.
140 Loi portant ratification du règlement numéro 217 et du contrat de la municipalité du

108 An Act to amend the charter of the city of Louiseville.
109 An Act to amend the charter of the city of Outremont.
110 An Act to change the name of Léopold Marcel Lortie to Léopold Marcel Villeneuve.
111 An Act respecting the School Commissioners for the municipality of the city of St. Jérôme, in the county of Terrebonne.
112 An Act respecting education in the City of Granby.
113 An Act respecting the town of Coaticook.
114 An Act to amend the charter of the town of La Tuque.
116 An Act to empower the Rector and Church Wardens of St. Matthew's Church, of the city of Quebec, to sell lot number 3,296 of the cadastral plan of St. John's ward, of the city and district of Quebec.
117 An Act respecting the admission of Me André Poirier to the study and practice of the notarial profession.
118 An Act respecting the adoption of Henri Maurice Morin.
119 An Act respecting the estate of the Honourable Paul. G. Martineau.
120 An Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit Raphaël Esposito.
122 An Act to amend the charter of the Montreal Metropolitan Commission respecting the creation of a pension fund for its permanent officers and employees.
123 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Jean Théodore Chenevert.
125 An Act respecting the levying of a sale tax and of an education tax for municipal and school purposes in the town of Megantic.
126 An Act to authorize the School Commissioners of the city of Thetford Mines to impose an education tax.
127 An Act respecting the adoption of Margaret Anne Redmond and the change of her surname to Berry.
128 An Act to amend the charter of the town of Laval West.
129 An Act to amend the charter of the town of Ste. Rose.
130 An Act to amend the charter of the town of LaSalle.
131 An Act to amend the Act to incorporate L'Institut des Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie dites de Sainte-Chrétienne.
133 An Act to amend the charter of the town of Richmond.
134 An Act to annul a clause of the deed of gift from Eugène Girard to Anna Girard.
135 An Act to authorize The school commissioners of Plessisville to impose an education tax.
136 An Act to amend the charter of the town of Black Lake.
137 An Act respecting the city of Grand'Mère and the School commissioners for the municipality of Grand'Mère in the county of Champlain and providing for a fixed valuation of the taxable industrial property of certain companies.
138 An Act respecting The school commissioners for the municipality of the village of St. Raymond, in the county of Portneuf.
140 An Act to ratify by-law number 217 and a contract of the Municipality of the village

village de Montebello, et d'une résolution de la commission scolaire de Montebello.

141 Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

142 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan-Falls, dans le comté de Saint-Maurice.

143 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville.

144 Loi érigeant la municipalité du village de Chute-aux-Outardes et la municipalité de Ragueneau pour fins municipales seulement.

148 Loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

149 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

150 Loi modifiant la charte de la cité de Magog.

151 Loi modifiant la charte de la Ville Saint-Laurent.

153 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

154 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery.

155 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

156 Loi modifiant la Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier" et changeant leur nom en celui de Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont Laurier.

157 Loi concernant le testament de Réal Lamontagne.

159 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

161 Loi concernant une donation faite par Louis-A. Gosselin et dame Aldéa Bélanger, son épouse, en faveur de Gérard Gosselin et Marcel Gosselin.

162 Loi concernant la succession Joseph-B. Lefebvre.

167 Loi modifiant la charte du collège de Lévis.

168 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

169 Loi modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant l'éducation dans la province.

170 Loi modifiant la loi 21 George V, chapitre 63, concernant l'éducation de certains enfants.

171 Loi concernant les propriétés de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse étudiante catholique du Canada Incorporée, de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante catholique féminine Incorporée et de la Jeunesse étudiante catholique Incorporée.

172 Loi concernant l'évaluation des immeubles de la Mobbs & Lewis (Canada) Ltd. par la municipalité et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac.

174 Loi modifiant la Loi concernant la commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

175 Loi autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à admettre Paul-Henri Maranda et Paul-Émile Tardif.

176 Loi prorogeant l'administration municipale du village minier de Pascalis.

178 Loi ratifiant une résolution de la Corporation du village de Crabtree et une résolution des commiassaires d'écoles pour la

of Montebello, and a resolution of the School commisison of Montebello.

141 An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi.

142 An Act respecting The school commissioners for the municipality of Shawinigan Falls, in the county of St. Maurice.

143 An Act to amend the charter of the city of Drummondville.

144 An Act to erect the municipality of the village of Chute aux Outardes and the municipality of Ragueneau for municipal purposes only.

148 An Act respecting the Cooperative Agricultural Association of the township of Granby.

149 An Act to amend the charter of the city of Shawinigan Falls.

150 An Act to amend the charter of the city of Magog.

151 An Act to amend the charter of the town of St. Laurent.

153 An Act to amend the charter of the town of Victoriaville.

154 An Act to amend the charter of the city of Sillery.

155 An Act to amend the charter of the city of St. Jérôme.

156 An Act to amend the act to incorporate Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier and to change their name to that of Les Moniales Bénédicines du Précieux Sang de Mont-Laurier.

157 An Act respecting the will of Réal Lamontagne.

159 An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières.

161 An Act respecting a gift made by Louis A. Gosselin and Dame Aldéa Bélanger, his wife, in favour of Gérard Gosselin and Marcel Gosselin.

162 An Act respecting the estate of Joseph B. Lefebvre.

167 An Act to amend the charter of the College of Levis.

168 An Act to amend the Act 15 George V, chapter 45 respecting Protestant Schools in and around the city of Montreal.

169 An Act to amend the Act 32 Victoria, chapter 16, respecting education in this province.

170 An Act to amend the Act 21 George V, chapter 63, respecting the education of certain children.

171 An Act respecting the property of la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse étudiante catholique du Canada Incorporée, of la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante catholique féminine Incorporée and of la Jeunesse étudiante catholique Incorporée.

172 An Act respecting the valuation of the immoveable of Mobbs and Lewis (Canada) Limited, by the municipality of the school commissioners of Notre-Dame-du-Lac.

174 An Act to amend the Act respecting the Three Rivers Catholic School Commission.

175 An Act to authorize the Corporation of Dispensing Opticians of the Province of Quebec to admit Paul-Henri Maranda and Paul-Émile Tardif.

176 An Act to extend the municipal administration of the mining village of Pascalis.

178 An Act to ratify a resolution of the Corporation of the village of Crabtree and a resolution of the school commissioners for the

paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills (Joliette).

179 Loi modifiant la charte de la Compagnie de Jésus.

184 Loi concernant la corporation du village de Sainte-Anne-de-Beaupré et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency.

186 Loi interprétant le testament de Nora Jennie Welch.

187 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Frederick Reichman à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

188 Loi changeant le nom de Francis Joseph Starzynski en celui de Francis Joseph Starr.

190 Loi modifiant la charte de la ville de Belœil.

225 Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec.

226 Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de la cité de Noranda.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

68 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

29683-o

ALUMNAE SOCIETY OF McGILL UNIVERSITY

Extrait des nouveaux règlements de la société nommée ci-dessus tels que décrétés le 27 novembre 1950, concernant une diminution du nombre de ses directeurs de quatorze à dix:

"Règlement N° 6—Bureau de Direction—1° Nombre, qualification et élection. Les affaires de la société seront administrées par un bureau de direction de dix directeurs. . .".

Certifié vraie copie.

Le Président,
HELEN R. SAVAGE,
Le Secrétaire honoraires,
MERLE G. PEDEN.

29686

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Industriel de St-Frédéric", en date du 5 mars 1951, dont le siège social est à Saint-Frédéric de Beauce, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

29687-o

---

parish of Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree (Joliette).

179 An Act to amend the charter of the Society of Jesus.

184 An Act respecting the Corporation of the village of Ste. Anne de Beaupré, and the school commissioners for the school municipality of Ste. Anne de Beaupré, in the county of Montmorency.

186 An Act to interpret the will of Nora Jennie Welch.

187 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Doctor Frederick Reichman to the practice of dental surgery in the Province of Quebec.

188 An Act to change the name of Francis Joseph Starzynski to that of Francis Joseph Starr.

190 An Act to amend the charter of the town of Belœil.

225 An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act.

226 An Act respecting the Catholic and Protestant school municipalities of the city of Noranda.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

68 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1951, and for other purposes.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

29683-o

ALUMNAE SOCIETY OF McGILL UNIVERSITY

Extract from the new by-laws of the above named society, as enacted on November 27th 1950, concerning a decrease in the directorate thereof from fourteen to ten.

"By-law No. 6—Board of Directors. 1. Number, qualification and election. The affairs of the Society shall be managed by a Board of ten directors. . .".

Certified true copy.

HELEN R. SAVAGE,
President.
MERLE G. PEDEN.
Honorary Secretary.

29686-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Industriel de St-Frédéric", under the date the 5th day of March, 1951, whereof the head office is at Saint-Frédéric de Beauce, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

29687

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Indépendante des Employés de Caverhill, Learmont & Co. Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 mars 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29692-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Indépendante des Employés de Caverhill, Learmont & Co. Limited" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on March 14th, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
29692 Under Secretary of the Province.

DISCOURS DU TRÔNE

Prorogation

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Aujourd'hui se termine la troisième session de la vingt-troisième législature. Remarquable par les lois fructueuses que vous avez adoptées, cette session témoigne, une fois de plus, du désir sincère de mon gouvernement que notre législation soit parfaitement adaptée à nos saines traditions religieuses et nationales et corresponde au progrès et à la prospétité durables de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables messieurs du Conesil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant la législature, je demande au Bon Dieu de bénir notre chère province et d'accorder au monde une paix juste et durable, fondée sur les préceptes évangéliques.
29696-o

SPEECH FROM THE THRONE

Prorogation

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

The third session of the Twenty-Third Legislature is closing today. This session, which was particularly noteworthy for the constructive laws which you adopted, is a further proof of the sincere desire of my Government that our legislation be perfectly adapted to our sound religious and national traditions, and that it should promote the progress and the enduring prosperity of Our Province.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

In the name of His Majesty, I thank you for having vtoed the moneys needed for the administration of the Province.

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

In proroguing this session of our Legislature I Pray Almighty God to bestow His blessings on our dear Province, and to confer upon the world a just and lasting peace founded on the principles of the Gospel.
29696-o

The Montreal Clinical Society

Extrait des règlements de la société nommée ci-dessus, tels qu'approuvés à l'assemblée générale spéciale tenue le 24 janvier 1951, concernant une diminution du nombre des directeurs de huit à cinq (8 à 5):

"Article V — Directeurs et officiers — Article 1: *a*) Les affaires de la société seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs."

Certifié extrait conforme, Montréal, 6 février 1951.

Le Secrétaire,
29698 C. SCHNEIDERMAN.

The Montreal Clinical Society

Extract of the by-laws of the above named society, as approved at the special general meeting held on January 24th, 1951, concerning a reduction in the number of directors from eight to five (8 to 5):

"Article V — Directors and Officers — Sec. 1: *a*) The affairs of the Society shall be managed by a Board of five (5) Directors."

Certified true extract, Montreal, Feburary 6th, 1951.

C. SCHNEIDERMAN,
29698-o Secretary.

Chambre du Conseil législatif

Québec, 14 mars 1951.

Aujourd'hui, à quatre heures et trente de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y

Legislative Council Chamber

Quebec, 14th of March, 1951.

This day, at four and a half o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being

étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les tirres des bills a être sanctionnés comme suit :

B Loi modifiant la Loi du barreau;
58 Loi concernant l'instruction des causes dans le district judiciaire de Montréal;
59 Loi modifiant le Code civil;
60 Loi concernant la Commission de transport de Montréal et le capital-actions de la Compagnie des tramways de Montréal;
61 Loi concernant la perception de certaines taxes spéciales;
63 Loi érigeant la ville des Sept-Iles, dans le comté de Saguenay;
64 Loi concernant l'École provinciale de médecine vétérinaire;
67 Loi concernant la ville d'East-Angus;
69 Loi modifiant la Loi des écoles de protection de la jeunesse;
70 Loi concernant la construction d'un marché central des produits agricoles dans la région métropolitaine de Montréal;
71 Loi concernant la tragédie du mont Obiou;
72 Loi modifiant la loi 14 George VI, chapitre 48, concernant les cantons de Sagard et de Saguenay;
73 Loi concernant la protection civile dans la province;
74 Loi concernant le détournement d'une partie des eaux de la rivière Mégiscane;
75 Loi concernant le sanatorium Ross;
100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;
107 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;
115 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
121 Loi modifiant la Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;
146 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent;
160 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;
177 Loi refondant la charte de la ville de Beauport;
180 Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Joli;
183 Loi constituant en corporation l'Hôpital Laval;
185 Loi validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation de l'Ascension-de-Notre-Seigneur et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Garnier, dans le comté de Lac-Saint-Jean;
189 Loi concernant la succession de Joseph Drapeau;
192 Loi concernant la Commission de transport de Montréal;
193 Loi validant le titre de Canadian Tube & Steel Products, Limited, à certaines propriétés;
194 Loi concernant l'éducation à Arvida;
228 Loi concernant la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

54 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.

present the Clerk of the Crown in Chancery read the tiles of the bills to be sanctioned as follows:

B An Act to amend the Bar Act;
58 An Act respecting the trail of cases in the judicial district of Montreal;
59 An Act to amend the Civil Code;
60 An Act respecting the Montreal Transportation Commission and the capital stock of the Montreal Tramways Company;
61 An Act respecting the collection of certain special taxes;
63 An Act to erect the town of Sept Iles, in in the county of Saguenay;
64 An Act respecting the Provincial School of Veterinary Medecine;
67 An Act respecting the town of East Angus;
69 An Act to amend the Youth Protection Schools Act;
70 An Act respecting the construction of a central market for agricultural products in the Metropolitan region of Montreal;
71 An Act respecting the mount Obiou tragedy;
72 An Act to amend the act 14 George VI, chapter 48, respecting the townships of Sagard and Saguenay;
73 An Act respecting the civil protection in the province;
74 An Act respecting the diversion of part of the waters of the Mégiscane River;
75 An Act respecting the Ross Sanatorium;
100 An Act to amend the charter of the city of Montreal;
107 An Act to amend the charter of the city of Quebec;
115 An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke;
121 An Act to amend the Act respecting education in the city of Sherbrooke;
146 An Act to grant certain powers to the municipal corporation of the parish of Saint-Laurent;
160 An Act to amend the charter of the city of Longueuil;
177 An Act to consolidate the harter of the town of Beauport;
180 An Act to amend the charter of the town of Mont-Joli;
183 An Act to incorporate L'Hôpital Laval;
185 An Act to validate certain resolutions and contracts passed by La corporation de l'Ascension-de-Notre-Seigneur and by the school commissioners for the municipality of Garnier, in the county of Lake St. John;
189 A Anct respecting the estate of Joseph Drapeau;
192 An Act respecting the Montreal Transportation Commission;
193 An Act to validate the title of Canadian Tube & Steel Products, Limited, to certain properties;
194 An Act respecting education in Arvida;
228 An Act respecting the Société co-opérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

54 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1952, and for other purposes.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

29697-o

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

29697-o

Assemblée

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est donné qu'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie ci-dessus, sera tenue à Rimouski, 1 rue St-Jean, à 11 heures A.M. (heure avancée) le 28 mars 1951, pour les fins ordinaires d'une assemblée générale annuelle.

Le Secrétaire,
P.-E. GAGNON.

29678-11-2-o

Meeting

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that a general and special meeting of the shareholders of the above Company will be held at Rimouski, 1 St-John Street, at 11 o'clock (daylight saving time) the 28th day of March 1951, for the usual purposes of a general annual meeting.

P.-E. GAGNON,
Secretary.

29678-11-2-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1. L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. Les employeurs sont assujettis aux clauses d'un contrat de travail intervenu entre eux et leurs salariés, soit verbalement ou par écrit, avant ou après l'entrée en vigueur de ce décret, lorsque tel contrat stipule des salaires plus élevés, soit à l'heure, à la semaine ou autrement, ou des taux à la pièce plus élevés que ceux fixés dans le présent décret et plus spécialement dans les articles VIII, X et XII. Les employeurs ainsi assujettis ne peuvent réduire ces taux plus élevés et

Orders in Concil

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments to the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the dress industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3519 of September 24, 1940, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27, 1951;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

1. Section IX is replaced by the following:

"IX. Employers are bound by those clauses of a lease and hire of work entered into by them with their employees either verbally or in writing before or after the coming into force of this Decree, which provide for higher wages per hour, per week, or on any other basis, or higher piece work rates than those fixed in the present Decree and especially by Sections VIII, X and XII thereof. Employers so bound are prohibited from reducing and must maintain such higher

doivent les maintenir pour tous les salariés avec lesquels de tels contrats ont été faits."

2. L'article IX-A suivant est ajouté:

"IX-A. *Indemnité de vie chère: a)* A l'exception des travailleurs à domicile et des apprentis gagnant moins de cinquante cents ($0.50) l'heure, chaque salarié assujetti aux dispositions de ce décret, qu'il travaille sur une base de temps ou à la pièce, doit recevoir un boni de vie chère de sept cents et demi ($0.7½) l'heure en plus de son taux régulier de salaire.

b) Les travailleurs à domicile doivent recevoir comme boni de vie chère une somme additionnelle égale à quinze pour cent (15%) des salaires qu'ils gagnent en vertu des dispositions de l'article XII du présent décret.

c) Les apprentis gagnant moins de cinquante cents ($0.50) l'heure doivent recevoir un boni de vie chère de cinq cents ($0.05) l'heure en plus de leur salaire et des augmentations prévues à l'article X du présent décret.

d) Chaque employeur doit présenter un rapport à la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec indiquant séparément le paiement des bonis de vie chère ci-haut mentionnés à chaque salarié assujetti au présent décret, et ce, pour la période de paye, de la manière et dans le délai prescrits par la Commission conjointe, et sur les formules que pourra fournir ladite Commission."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29693-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 230

Québec, le 7 mars 1951.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

COMCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 janvier 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "*a*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-dessous décrits, dans les limites de la juridiction

wages and rates, with respect to those employees with whom such agreements were made."

2. The following section IX-A is added:

"IX-A. *Cost of living bonus: a)* Except for homeworkers and those apprentices earning less than fifty cents ($0.50) per hour, each and every employee governed by the provisions of this Decree whether the works on a time work or a piecework basis, shall receive a cost of living bonus of seven and one half cents (7½c) per hour in addition to and over and above his prevailing wages.

b) Homerworkers shall receive as a cost of living bonus an additional sum amounting to fifteen per cent (15%) of the wages they earn under the provisions of Section XII of the present Decree.

c) Apprentices earning less than fifty cents ($0.50) per hour shall receive a cost of living bonus of five cents (5c) per hour in addition to and over and above their wages and any escalator increases as provided by Section X hereinafter.

d) Each and every employer must file a report to the Joint Committee for the Dress Industry of the Province of Quebec showing separately the payments of the aforementionned cost of living bonuses made to each and every employee governed by the present Decree within the delay, for the pay period, in the manner and on such forms as may be prescribed and furnished by the said Joint Commission."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29693-o Clerk of the Executive Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 230

Quebec, March 7, 1951.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of amendments to the decree number 1743 of July 11, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

Subsection "*a*" of section V is replaced by the following:

"*a*) The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereunder mentioned within the limits of the territorial

territoriale du présent décret. Cependant, dans les zones I, II et III, ces taux doivent être modifiée d'accord avec les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie, de la manière suivante, en prenant comme base de calcul 170 points: A chaque dix (10) points d'augmentation ou de diminution du coût de la vie, selon ledit indice, les taux horaires minima payables seront de $0.05 supérieurs ou inférieurs suivant le cas:

Taux minima en vigueur à compter du 1er janvier 1951 dans la zone I-A et à compter du 15 novembre 1950 dans les zones I, II et III.

jurisdiction of the present decree. However, in zones I, II and III, these rates shall be amended in pursuance of the fluctuations of the Federal cost of living index as follows, taking 170 points as a calculation basis: For each ten point increase or decrease in the cost of living, as per the index, the hourly minimum rates payable shall be $0.05 higher or lower, as the case may be:

Minimum rates in force as from January 1, 1951, for zone I-A and from November 15, 1950, for zones I, II and III.

Métiers — Trades:	*Zones*			
	I	I-A	II	III
Aide — Helper	$0.95	$0.90	$0.85	$0.75
Briqueteur — Bricklayer	1.25	1.20	1.15	1.05
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.15	1.10	1.05	0.95
Chauffeur de bouilloires à vapeur — Fireman, steam boiler	1.00	0.95	0.90	0.80
Chauffeur de camion — Truck driver	0.95	0.90	0.85	0.75
Chauffeur de pelle à vapeur — Steam shovel fireman	1.05	1.00	0.95	0.85
Conducteur, attelage simple ou double — Horse driver, one or two horses	0.95	0.90	0.85	0.75
Couvreur (ardoise, tuile, composition, amiante) — Roofer (slate, tile, asbestos, composition)	1.05	1.00	0.95	0.85
Électricien — Electrician	1.10	1.05	1.00	0.90
Électricien (homme de ligne) — Electrician (line man)	1.05	1.00	0.95	0.85
Faiseur de planchers — Floor layer	1.10	1.05	1.00	0.90
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.05	1.00	0.95	0.85
Foreur — Driller	1.00	0.95	0.90	0.80
Forgeron (préposé aux machines "Drill Sharpener") — Blacksmith (Drill sharpener operator)	1.25	1.20	1.15	1.05
Forgeron sur la construction ordinaire — Blacksmith on ordinary construction	1.05	1.00	0.95	0.85
Gardien — chauffeur de bouilloires — Watchman — boiler-fireman	0.95	0.90	0.85	0.75
Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles né essitées par l'entreprise — par semaine — Field-watchman (night or day) the number of working hours will be that required by the concern, per week	32.20	32.20	32.20	32.20
Gréeur — Rigger	1.05	1.00	0.95	0.85
Homme préposé aux bouilloires — Kettleman	1.00	0.95	0.90	0.80
Journalier (salarié non qualifié) — Common labourer	0.90	0.85	0.80	0.70
Maçon — Mason	1.25	1.20	1.15	1.05
Mécanicien de machines fixes (réparation et entretien) — Stationary engineman (repair and maintenance)	1.15	1.10	1.05	0.95
Préposé aux béliers mécaniques — Bulldozer operator	1.15	1.10	1.05	0.95
Préposé aux compresseurs, malaxeurs de tous genres — Engineman-compressor, mixer of all kinds	1.00	0.95	0.90	0.80
Préposé aux grues à vapeur, gazoline, électricité, à l'huile crue — pour — Crane operator — steam gasoline, electricity, oil — for				
un tambour — one drum	1.20	1.15	0.95	0.85
deux tambours — two drums	1.20	1.15	1.00	0.90
trois tambours — three drums	1.20	1.15	1.05	0.95
quatre tambours — four drums	1.20	1.15	1.15	1.05
Préposé aux pelles à vapeur, gazoline, électricité, huile crue — Engineman — steam, gasoline, electricity, Diesel shovels	1.30	1.25	1.20	1.10
Préposé aux pompes de tous genres — Engineman, pumps of all kinds	1.05	1.00	0.95	0.85
Ouvrier en construction et entretien de moulin — Millwright	1.05	1.00	0.95	0.85
Ouvrier en fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze worker	1.05	1.00	0.95	0.85
Peintre — Painter	1.05	1.00	0.95	0.85
Peintre préposé aux machines à asperger — Painter, sprayerman	1.05	1.00	0.95	0.85
Peintre travaillant à plus de 45 pieds à l'extérieur, décorateur et doreur — Painter working outside, higher than 45 feet, decorator and gilder	1.15	1.10	1.05	0.95
Plâtrier — Plasterer	1.25	1.20	1.15	1.05
Aide-plâtrier — Plasterer's helper:				
1er mois — 1st month	.....	0.75	.....	.....
2ième mois — 2nd month	.....	0.80	.....	.....
Subséquemment — Thereafter	.....	0.85	.....	.....
Plombier et poseur d'appareils de chauffage — Plumber and pipefitter	1.05	1.25	0.95	0.85
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year)	0.95	1.10	0.85	0.75
Porteur d'eau — Water carrier	0.75	0.70	0.65	0.55
Poseur d'armature métallique du béton — Concrete metal bracing erector	1.00	0.95	0.90	0.80

Poseurs de gicleurs — Spinkler fitter	1.35	1.30	1.25	1.15
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.00	0.95	0.90	0.80
Poseur de marbre — Marble setter	1.10	1.05	1.00	0.90
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.10	1.05	1.00	0.90
Poseur de tuile — Tile setter	1.10	1.05	1.00	0.90
Poseur et travailleur d'acier d'armature (sur le chantier) — Steel bracing erector and worker (field)	1.00	0.95	0.90	0.80
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.05	.....	.....	.....
Préposé aux monte-charge — Freight elevator operator	1.05	.....	.....	.....
Pointeur, par semaine — Checker, per week	35.00	.....	.....	.....
Poudrier — Blaster	1.15	1.10	1.05	0.95
Soudeur — Welder	1.25	1.20	1.15	1.05
Tailleur de granit — Granite cutter	1.15	1.10	1.05	1.00
Tapissier — Paper hanger	1.05	1.00	0.95	0.85
Jointoyeur (tireur de joints) — Joint pointer	1.05	1.00	0.95	0.85
Tôlier (montage) — Sheet-iron worker (erection)	1.05	1.25	0.95	0.85
Vérificateur de matériaux, par semaine — Material checker, per week	35.00	.....	.....	.....

(Document "B" annexé à l'arrêté.)

A. MORISSET,

29693-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "B" annexed to the order).

A. MORISSET,

29693-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 231

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART :

L'Association des Marchands d'Autos des Cantons de l'Est;

Et, D'AUTRE PART :

L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, affiliée à la Fédération Nationale de la Métallurgie et à la C.T.C.C.

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 janvier 1951 ;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans la dite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 janvier 1951.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 231

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Automobile Dealers' Association of the Eastern Townships

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est", affiliated to the National Metal Workers Federation and to the C.C.C.L.

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of Januray 13, 1951;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 13, 1951.

I. *Définition:* Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Apprenti: Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b) Artisan: Le mot "artisan" désigne toute personne exerçant seule, ou en société l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur ou employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c) Compagnon: Le mot "compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateurs, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier, spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins, etc. Cette énumération n'est pas limitative.

d) Démolisseur: Le mot "démolisseur" désigne toute personne faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts.

e) Homme de service de jour ou de nuit: Le terme "homme de service de jour ou de nuit" désigne tout salarié qui conduit les véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement des courroies d'éventail, de bougies, ou de tous menus accessoires de véhicules-moteurs. Est toutefois exclue, l'installation de radios, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f) Salarié: Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, préposé aux pièces de rechange ou employé qui travaillent individuellement, en équipe ou en société.

g) Vérificateur: Le mot "vérificateur" désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h) Atelier de mécanique: Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i) Débits d'essence: Le terme "débits d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où se fait exclusivement la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs, que ledit endroit soit exploité comme établissement principal ou comme accessoire d'un établissement principal.

j) Garage: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k) Station de service: Les terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés seulement.

l) Terrain de démolition: Le terme "terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-

I. *Definitions:* For the purpose of the decree, the following words and terms have the meaning given to them hereinafter.

a) Apprentice: The word "apprentice" means any person learning one of the trades mentioned in the decree.

b) Artisan: The word "artisan" means any person plying alone or in partnership one of the trades governed by the decree, or any employer or professional employer when he plies such trade

c) Journeyman: The word "journeyman" means any employee having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, painter, upholsterer, radiator repairer, tester, vulcanizer, welder, glazier, wheel aligment, motor tune up and brake repair specialists. This classification is not limitative.

d) Demolisher: The word "demolisher" means any person demolishing motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e) Service-Man, day or night: The term "service man, day or night" means any employee who drives motor vehicles, sells gas, washes motor vehicles, does or attends to cleaning or heating of the establishment, changes tires or batteries, performs various minor operations such as replacing fan belts, spark plugs or any other similar motor vehicles accessories

However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches is not included and must be done by a journeyman.

f) Employee: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or common worker, artisan, stock room clerk or any employee who works individually, in group or in partnership.

g) Tester: The word "tester" means any employee committee to the testing of motor vehicles and to the appraisal of repairs thereof. He must be a first-class mechanic

h) Machine shop: The term "machine shop" means any establishment where work or repairs are done on motor vehicles or any part thereof.

i) Gasoline Station: The term "gasoline station" means any place, stationary or portable, where gas and lubricants for motor-vehicles are sold exclusively, whether the said place be operated as the principal establishment or as an accessory to a principal establishment.

j) Garage: The word "garage" means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not the parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the decree. The industrial establishments are excepted.

k) Service station: The term "service station" means any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished and lubricated only.

l) Scrapping yard: The term "scrappoingyard" means any place where motor-vehicles or any

moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans le but de vente, d'emmagasinage ou de réparation ou démolis pour en vendre le métal, comme rebut.

m) Terrain de stationnement: Le terme "terrain de stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

n) Concierge: Le mot "concierge" désigne tout salarié qui chauffe et fait le nettuyage d'un établissement couvert par le décret.

o) Préposé aux pièces de rechange: Ce terme désigne tout salarié affecté à l'emmagasinage et/ou à la vente des accessoires ou pièces nécessaires à la condition ou au bon fonctionnement d'un véhicule-moteur.

II. *Juridiction: a) Juridiction professionnelle:* Sont assujettis aux dispositions du décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés, y compris les préposés aux pièces de rechange et les concierges, des garages, terrains de stationnement, terrains de démolition et ateliers de mécanique, situés dans la juridiction territoriale du décret.

b) Juridiction territoriale: Le décret s'applique à la cité de Sherbrooke et à toutes les municipalité tés situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

III. *Salaire minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après mentionnées:

a) Apprentis de toutes les catégories:

	l'heure
de 16 à 20 ans :	
Première année	$0.30
Deuxième année	0.45
Troisième année	0.50
Quatrième année	0.55
de 20 à 26 ans :	
Première année	$0.50
Deuxième année	0.55
Troisième année	0.60
Quatrième année	0.65

b) Compagnon: Charron, machiniste, électricien, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrures, teinturier, vulcanisateur, spécialiste en alignement de roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins, soudeur, réparateur de radiateurs, débosseur, forgeron, rembourreur, vérificateur.

	l'heure
Première classe	$0.85
Deuxième classe	0.75
c) Graisseur et homme de service:	
Première classe	0.65
Deuxième classe	0.55
Semaine de travail:	
De jour : 6 jours par semaine.	
De nuit: 6 jours par semaine.	
	par semaine
d) Concierge	$30.00
e) Préposé aux pièces de rechange dans les garages:	
Gérant	45.00
Assistant-gérant	37.00
Apprenti, 1ère année	15.00
Apprenti, 2ème année	20.00
Apprenti, 3ème année	25.00
Apprenti, 4ème année	30.00

IV. *Détermination et répartition des heures de travail: a) Garages, ateliers de mécanique, terrains de démolition, terrains de stationnement.* La semaine régulière de travail est de 49 heures. Le travail journalier est de neuf (9) heures consécutives réparties entre 7.00 heures a.m. et 6.00 heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping'.

m) Parking Ground: The term "parking ground" means any place where motor-vehicles are parked.

n) Janitor: Any employee who does or attends to the heating and cleaning of an establishment covered by the decree.

o) Stock Room Clerk: This term means any employee doing the storing and/or selling of parts or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle.

Jurisdiction II. a) Professional Jurisdiction: Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, the professional employers, artisans and employees, including stock room clerks and janitors in garages, parking-grounds, scrappoing yards, machine shops located in the territorial jurisdiction of the decree.

b) Territorial Jurisdiction: The decree applies to the city of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from its limits.

III. *Minimum wages:* The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

a) Apprentices in all categories:

	hour
16-20 years of age :	
First year	$0.30
Second year	0.45
Third year	0.50
Fourth year	0.55
20-26 years of age:	
First year	0.50
Second year	0.55
Third year	0.60
Fourth year	0.65

b) Journeyman: Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, wheel alignment, motor tune-up and brake repair sepcialist, welders, radiator repairers, bodyman, blacksmith, upholsterer, tester:

	hour
First Class	0.85
Second Class	0.75
c) Greaser and Service man:	
First class	0.65
Second class	0.55
Working Week:	
Day time: 6 days a week	
Night time: 6 days a week.	
	per week
d) Janitor	$30.00
e) Stock Room Clerk in Garages:	
Manager	45.00
Assistant-Manager	37.00
Apprentice, 1st year	15.00
Apprentice, 2nd year	20.00
Apprentice, 3rd year	25.00
Apprentice, 4th year.	30.00

IV. *Determination and distribution of working hours: a) Garages, machine shops, scrapping yards, parking grounds:* The regular week consists of 49 hours. The regular working day consists of nine (9) consecutive hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Tout travail exécuté après 6.00 heures p.m. du lundi au vendredi et le samedi après-midi doit être payé au taux régulier majoré de cinquante pour cent (50%).

b) Préposés aux pièces de rechange: La semaine régulière de travail est de cinquante-deux (52) heures. La clause du taux et demi ne s'applique qu'après les cinquante-deux (52) heures de travail accomplies.

V. *a) Jours chômés:* Les jours chômés sont les suivants: Les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le 24 mai, la St-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâces. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là, doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service. Si Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé.

b) Fêtes payées: Pour les salariés rémunérés à la semaine, les jours chômés indiqués au paragraphe "*a*" du présent article sont des jours chomés payés.

Pour les salariés payés à l'heure, les jours chômés indiqués au paragraphe "*a*" du présent article sont des jours chômés et non payés, sauf le Premier de l'An et Noël qui sont des fêtes payées.

c) Tout salarié a droit à un jour complet, i.e., vingt-quatre (24) heures, de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

d) Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mais à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

VI. *Apprentissage: a)* La durée de l'apprentissage est de quatre 4 années. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou hommes de service. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

c) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

VII. *Travail d'une catégorie inférieure:* L'employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient, d'après son certificat de qualification.

VIII. *Uniformes: a)* Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur, pendant les six (6) mois qui suivent la date de l'achat.

All work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b) Stockroom Clerks: The regular work week consists of fifty-hours (52). Overtime is paid only after the regular fifty-two hours are worked.

V. *a) Holidays:* The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, May 24th, St. John The Baptist Day (June 24), Dominion Day (July 1st) Labour Day and Thanksgiving Day. All urgent work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for service men. If Christmas and New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

b) Paid Holidays: For the employees paid on a weekly basis, the holidays indicated in subsection "*a*" of the present section shall be holidays with pay.

For the employees paid on an hourly basis, the holidays mentioned in subsection "*a*" of the present section shall be considered as holidays but without pay, with the exception of New Year's Day and Christmas which shall be holidays with pay.

c) All employees are entitled to a complete day of rest (24) hours, each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

d) The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present; but the time given the employee for his meal, shall not be considered as working time.

VI. *Apprenticeship a)* The duration of the apprenticeship is four (4) years. Upon entering the industry governed by the decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience can be established. The employer may not hire an apprentice who has not complied with this provision.

b) In each establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However in establishments where there is but one journeyman or serviceman, there may be an apprentice.

c) No apprentice may be hired before sixteen years of age. He must have gone through the fifth elementary grade.

d) Apprentices who went to a school governed by the Specialized Schools Act shall be given credit based on the duration of their studies and the result of their examinations.

VII. *Inferior category:* The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified on his certificate of competency, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VIII. *Uniforms: a)* The special uniform required by the employer shall be paid half by the employer and half by the employee and shall remain the property of the employer for six (6) months after the date of purchase.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur tels que: salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié aux frais de l'employeur, moitié aux frais du salarié.

IX. *Repas:* Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

X. *Pourboires:* Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie de salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

XI. *Paiement du salaire:* Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialée par la personnes qui a fait la paye et, si possible, distribuée le vendredi soir à 6.00 heures.

XII. Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

XIII. *Outils manuels:* Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de scie à fer.

XIV. *Salaires supérieurs:* Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret, ne doivent pas être diminués après sa mise en vigueur.

XV. Toute majoration de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XVI. *Nullité de convention:* Est déclarée illégale et est considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeurs et salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

XVII. *Travail à l'extérieur: a*) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile d'exécuter à domicile ou dans un établissement industriel du travail ou quelque partie du métier de l'automobile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective.

b) Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile tel que stipulé dans le décret ne peut exercer son métier ailleurs que dans les établissements définis dans le décret.

XVIII. *Congé annuel payé: Une semaine:*

1. *Droit au congé:* Tout salarié régi par le décret a droit:

a) Après un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables; et

b) s'il n'a pas un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

2. *Période de services continus donnant droit au congé.* Pour chaque congé annuel payé, la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

b) The other uniforms required by the employer, such as overalls and sepcial frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost thereof.

IX. *Meals:* One (1) hour shall be allowed for meals.

X. *Tips:* Tips shall belong to the employee and the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of wages providing that the tip is not detrimental to the employer or to his establishment.

XI. *Payment of wages:* The wages of all employees shall be paid completely, every week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned; his name, number, the date of the work week, the number of working hours paid for, the hourly wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the paycler, and, if possible, given on Friday at 6.00 o'clock p.m.

XII. No employee shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XIII. *Tools:* The employee shall furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel was blades.

XIV. *Higher wages:* The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be lowered after its coming into force.

XV. Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XVI. *Nullity of agreement:* For the purpose of the decree, any agreement or contract entered into between and employer and an employee concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the decree, is hereby declared illegal and shall be considered as nul and void.

XVII. *Outside work: a*) It is forbidden to an employee actually working for an employer of the automobile industry, to perform any work or part thereof of the automobile industry, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, by the terms of the Collective Agreement Act.

b) No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the automobile industry, as stipulated in the decree, shall ply his trade in any place other than in establishments defined in the decree.

XVIII. *Vacation with pay: One week:* 1. *Right to a vacation:* Any employee governed by the decree is entitled:

a) After one year's continous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days comprising at least six working days: and

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

2. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation:* For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the 1st of May of one year to the 30th of April of the following year:

3. *Services continus:* La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

4. *Rémunération:* Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

a) S'il est payé exclusivement à la semaine, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé.

b) S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de service lui donnant droit à tel congé (1er mai au 30 avril).

5. *Echéance de la rémunération:* L'employeur doit payer au salarié avant son départ, sa rémunération pour congé.

6. *Période de prise de congé:* Chaque congé doit être donné pendant la période du premier mai au premier novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur professionnel durant cette période ou pendant toute autre période de l'année, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

7. *Fixation de la période de congé:* L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance la période de son congé.

8. *Résiliation du contrat de travail:* Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité:

a) représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et

b) représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

9. *Mentions au registre:* L'employeur doit mentionner dans son registre de travail pour chaque salarié:

a) la date de son entrée au service,

b) la durée de son congé annuel payé,

c) la date de son départ en congé,

d) le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

NOTE: En cas de litige, le Comité paritaire s'en référera à l'ordonnance numéro 3, de la Commission du salaire minimum, dont les dispositions doivent être suivies.

XIX. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur pendant une période d'un an à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractante ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
29693-o Greffier du Conseil Exécutif.

3. *Continuous service:* By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled. Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days of unemployment, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

4. *Remuneration:* For his vocation the employee is entitled to a renumeration equal to:

a) the wages he would have earned during his vacation, if he is exclusively paid on a weekly basis;

b) two percent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation (May 1st-April 30th), if he is paid on any other basis.

5. *Date of payment of remuneration:* The vacation pay shall be given by the employer to his employee before the latter's departure on vacation.

6. *Period during which vacation is to be taken:* Every vacation shall be given during the period from May 1st of November 1st of the current year at the time determined by the professional employer during such period, or during any other period of the year when agreed to by the employee, but at the convenience of the employer or professional employer.

7. *Fixing of date of vacation:* The employer shall notify the employee of the date of his vacation at least fifteen days in advance.

8. *Cancellation of labour contract:* When an employee leaves his employment, he is entitled to an indemnity.

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation, and

b) consisting of two per cent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

9. *Recording of particulars in register:* The employer shall record in his register, for each employee.

a) The date of his entering the service of the employer.

b) The duration of his annual vacation with pay.

c) the date of his leaving on vacation.

d) the amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

Note: In the event of a dispute, the Parity Committee shall refer to Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the provisions of which are to be observed.

XIX. *Duration of decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one (1) year from that date. It then renews itself automatically, from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary within the period extending from the 60th the 30th day prior to the expiration of the orginal term or prior to the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
29693-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 229

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de Windsor et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statut refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende ments), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Windsor, rendue obligatoire par le décret numéro 3516 du 21 septembre 1944, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 janvier 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3516, soit modifié comme suit:

L'article XVI est remplacé par le suivant:

"XVI. *Salaires minima: a)* Dans tous les établissements régis par le décret, les taux de salaire ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

	Par semaine
i. Toute main-d'œuvre féminine:	
Les premiers six (6) mois	$15.00
Après six (6) mois	20.00
Cependant, les caissières doivent recevoir:	
Les premiers six (6) mois	18.00
Après six (6) mois	22.00
ii. Toute main-d'œuvre masculine: (non ailleurs mentionnée)	
Les premiers six (6) mois	20.00
Après six (6) mois, l'échelle suivante:	
1 salarié	33.00
2 salariés:	
Premier	33.00
Deuxième	28.00
3 salariés:	
Premier	33.00
Second	28.00
Troisième	25.00
4 salariés:	
Premier	33.00
Second	28.00
Troisième	25.00
Quatrième	25.00
5 salariés:	
Premier	33.00
Deuxième	28.00
Troisième	28.00
Quatrième	25.00
Cinquième	25.00
iii. Livreur à bicyclette:	
Bicyclette fournie:	
Premiers six (6) mois	12.00
Après six (6) mois	15.00
Bicyclette non fournie:	
Premiers six (6) mois	15.00
Après six (6) mois	20.00

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 229

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments to the decree relating to the commercial establishments of Windsor and a radius of three (3) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of Windsor, rendered obligatory by the decree number 3516 of September 21, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 13, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3516, be amended as follows:

Section XVI is replaced by the following:

"XVI. *Minimum wages: a)* In all establishments governed by the decree, the minimum wages shall be as follows:

	Per week
i. All female employees:	
First six (6) months	$15.00
After six(6) months	20.00
Female cashiers, however, shall receive:	
First six (6) months	18.00
After six (6) months	22.00
ii. All male employees (not otherwise designated:	
First six (6) months	20.00
After six (6) months, the following scale applies:	
1 employee	33.00
2 employees:	
First	33.00
Second	28.00
3 employees:	
First	33.00
Second	28.00
Third	25.00
4 employees:	
First	33.00
Second	28.00
Third	25.00
Fourth	25.00
5 employees:	
First	33.00
Second	28.00
Third	28.00
Fourth	25.00
Fifth	25.00
iii. Delivery boys with bicycles:	
Bicycle supplied:	
First six (6) months	12.00
After six (6) months	15.00
Bicycle not supplied:	
First six (6) months	15.00
After six (6) months	20.00

iv. Salariés préposés à la manutention, à la préparation, à la réception, à l'expédition, au transport des moulées, farine, charbon, bois et de toutes autres marchandises lourdes:

Premiers six (6) mois	28.00
Après six (6) mois	35.00
Chauffeurs de camions	40.00

b) Nonobstant ce qui précède tout salarié travaillant à salaire et commission, ou simplement à commission, ne doit pas recevoir en aucune façon une rémunération inférieure aux taux ci-haut mentionnés.

c) Dans le cas de conflit quant à la classification des salariés, la décision du Comité paritaire est finale.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29706-o Greffier du Conseil Exécutif.

iv. Employees handling, preparing, receiving, shipping or transporting mashes, flour, coal, wood and any other heavy merchandise:

First six (6) months	28.00
After six (6) months	35.00
Truck drivers	40.00

b) Notwithstanding the foregoing provisions every employee paid on a wages and commission basis or on a commission basis only shall not receive less than the rates above mentioned.

c) In the event of any dispute arising over the classification of employees, the Parity Committee's decision shall be final."

(Document "A" annexed to the order)

A. MORISSET,
29706-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 229

Québec, le 7 mars 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la régions de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 491, du 10 février 1945, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 janvier 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 491, soit modifié comme suit:

CHAPITRE 1—*Juridiction*

1° A l'article I (Juridiction territoriale), le paragraphe "*b*" est remplacé par le suivant:

"*b*) Pour les fins du présent décret, le territoire susdit est divisé en trois (3) zones:

Zone I: Les cités de Saint-Hyacinthe, Granby, et Sorel, les villes de Farnham, Saint-Joseph-de-Sorel, et d'Iberville; les villages de la Providence et de Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe.

Zone II: Les villes de Marieville, Acton Vale, Belœil, Bedford, Cowansville et Waterloo; les villages de Saint-Pie, Saint Césaire et Warden.

Zone III: Le reste de la juridiction ci-haut décrite."

CHAPITRE 2—*Définitions*

2° A l'article VI (Salariés du sexe féminin) l'alinéa suivant est ajouté au paragraphe 5:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 229

Quebec, March 7, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 491 of February 10, 1945, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 20, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 491, be amended as follows:

CHAPTER I — *Jurisdiction*

1. In section I (Territorial jurisdiction), subsection "*b*" is replaced by the following:

"*b*) For the purposes of the present decree, the territory above mentioned is divided into three (3) zones:

ZONE I: The cities of St. Hyacinthe, Granby and Sorel; the towns of Farnham, St. Joseph-de-Sorel and Iberville; the villages of La Providence and St. Joseph-de-Saint-Hyacinthe.

Zone II: The towns of Marieville, Acton vale, Belœil, Bedford, Cowansville and Waterloo; the villages of St. Pie, St. Cesaire and Warden.

Zone III: The remainder of the jurisdiction above described."

CHAPTER 2 — *Definitions*

2. In section VI (Female employees), the following paragraph is added to subsection 5:

"Le terme "Employée-spécialisée" désigne aussi toute "aide-maternelle" ou "aide-infirmière" qui a obtenu d'un hôpital reconnu, un certificat attestant qu'elle a terminé les études nécessaires à cette fin."

CHAPITRE 3

Dispositions relatives aux salaires

3° A l'article VII (Employés réguliers du sexe masculin), les paragraphes 1 à 15 inclusivement, sont remplacés par les suivants:

	Salaires hebdomadaires
1. Sacristain ou bedeau:	
Pour la zone I:	
Dans toutes les paroisses	$35.00
Pour la Lone II:	
Dans les paroisses à population supérieure à 3,000 âmes	32.00
Dans les paroisses à population inférieure à 3,000 âmes	31.00
Pour la Zone III:	
Dans les paroisses à population supérieure à 1,500 âmes	27.00
ou *par heure*	0.55
Dans les paroisses à population variant entre 1,000 et 1,500 âmes	25.00
ou *par heure*	0.50
Dans les paroisses à population inférieure à 1,000 âmes	24.00
ou *par heure*	0.50

Note: Le mot "paroisse" doit s'entendre de la paroisse au sens religieux et non au sens de municipalité. La population de ces paroisses est celle qui apparaît dans *Le Canada Ecclésiastique* de l'année courante.

	Zones I	II	III
	par semaine		
2. Mécanicien de machines fixes:			
a) Chef:			
1ère classe	$63.00	$63.00	$63.00
2ème classe	52.00	50.00	50.00
3ème classe	46.00	44.00	44.00
	par heure		
b) Mecanicien de classe:			
2ème classe	0.90	0.87	0.87
3ème classe	0.85	0.77	0.77
4ème classe	0.80	0.72	0.72
3. Employé en charge d'un département ou d'un service	*par semaine* 34.00	33.00	33.00
	par heure		
4. Chauffeur	0.72	0.67	0.67
	par semaine		
5. Cuisinier:			
a) Chef	41.00	39.00	37.00
b) Assistant-chef:			
1ère année	36.00	34.00	32.00
2ème année	38.00	36.00	34.00
3ème année	40.00	37.00	35.00
c) Cuisinier	34.50	33.00	33.00
6. Boulanger:			
a) Chef	41.00	39.00	37.00
b) Assistant-chef:			
1ère année	36.00	34.00	32.00
2ème année	38.00	36.00	34.00

"The term "specialized employee" means any "maternity ward attendant" or "nurse's assistant" who has obtained from a recognized hospital a certificate acknowledging that she has completed the necessary studies."

CHAPTER 3

Provisions Respecting Wages

3. In section VII (Regular male employees), subsections 1 to 15 inclusive are replaced by the following:

	per week
1. Sexton or verger:	
For Zone I:	
In all parishes	$35.00
For Zone II:	
In parishes of more than 3,000 souls	32.00
In parishes of less than 3,000 souls	31.00
For Zone III:	
In parishes of more than 1,500 souls	27.00
or *per hour*	0.55
In parishes of from 1,000 to 1,500 souls	25.00
or *per hour*	0.50
In parishes of less than 1,000 souls	24.00
or *per hour*	0.50

Note: The word "parish" shall mean a parish in the religious sense and not a municipality. The population of these parishes is that which appears in "Le Canada Ecclésiastique" for the current year.

	Zones I	II	III
	per week		
2. Stationary engineman:			
a) Chief:			
1st class	$63.00	$63.00	$63.00
2nd class	52.00	50.00	50.00
3rd class	46.00	44.00	44.00
b) Certified engineman:	*per hour*		
2nd class	0.90	0.87	0.87
3rd class	0.85	0.77	0.77
4th class	0.80	0.72	0.72
3. Employee in charge of a department or service	34.00	33.00	33.00
	per hour		
4. Fireman	0.72	0.67	0.67
	per week		
5. Cook:			
a) Chief	41.00	39.00	37.00
b) Assistant-chief:			
1st year	36.00	34.00	32.00
2nd year	38.00	36.00	34.00
3rd year	40.00	37.00	35.00
c) Cook	34.50	33.00	33.00
6. Baker:			
a) Chief	41.00	39.00	37.00
b) Assistant-chief:			
1st year	36.00	34.00	32.00
2nd year	38.00	36.00	34.00

3ème année.....	40.00	37.00	35.00
c) *Boulanger*.....	34.50	33.00	33.00
7. Boucher:			
a) *Chef*.....	41.00	39.00	37.00
b) *Assistant-chef:*.....			
1ère année.....	36.00	34.00	32.00
2ème année.....	38.00	36.00	34.00
3ème année.....	40.00	37.00	35.00
c) *Boucher*.....	34.50	33.00	33.00
8. Buandier:			
a) *Chef*.....	41.00	39.00	37.00
b) *Assistant-chef:* .			
1ère année.....	36.00	34.00	32.00
2ème année.....	38.00	36.00	34.00
3ème année.....	40.00	37.00	35.00
c) *Buandier*.....	34.50	33.00	33.00
9. Conducteur de véhicule automobile:			
1ère année.....	35.00	32.00	30.00
2ème année.....	38.00	35.00	33.00
3ème année.....	40.00	37.00	34.00
10. Infirmier:			
1ère année.....	31.00	31.00	31.00
Après un an.....	33.00	33.00	33.00
Après deux ans....	35.00	35.00	35.00
Après quatre ans...	41.00	41.00	41.00
Infirmier diplomé..	43.00	43.00	43.00
11. Préposé à l'entretien qualifié:			
Classe A-1.....	43.00	39.00	33.00
Classe A-2.....	40.00	36.00	31.00
12. Homme de service:			
1ère année.....	31.00	28.00	27.00
Après un an.....	37.00	33.00	30.00
13. Salariés non compris dans les catégories précédentes.....	31.00	29.00	27.00
14. Cordonnier:			
1ère année.....	32.00	30.00	28.00
2ème année.....	35.00	33.00	31.00
3ème année.....	38.00	36.00	34.00
15. Employé junior:			
1er semestre.....	19.00	18.00	17.00
Après six (6) mois..	21.00	20.00	19.00

3rd year.....	40.00	37.00	35.00
c) Baker.....	34.50	33.00	33.00
7. Butcher:			
a) Chief.....	41.00	39.00	37.00
b) Assistant-chief:			
1st year.....	36.00	34.00	32.00
2nd year.....	38.00	36.00	34.00
3rd year.....	40.00	37.00	35.00
c) Butcher.....	34.50	33.00	33.00
8. Launderer:			
a) Chief.....	41.00	39.00	37.00
b) Assistant-chief:			
1st year.....	36.00	34.00	32.00
2nd year.....	38.00	36.00	34.00
3rd year.....	40.00	37.00	35.00
c) Launderer.....	34.50	33.00	33.00
9. Automobile driver:			
1st year.....	35.00	32.00	30.00
2nd year.....	38.00	35.00	33.00
3rd year.....	40.00	37.00	35.00
10. Orderly:			
1st year.....	31.00	31.00	31.00
After one year...	33.00	33.00	33.00
After 2 years...	35.00	35.00	35.00
After 4 years...	41.00	41.00	41.00
Orderly with diploma.....	43.00	43.00	43.00
11. Qualified amintenance man:			
Class A-1.....	43.00	39.00	33.00
Class A-2.....	40.00	36.00	31.00
12. Service man:			
First year.....	31.00	28.00	27.00
After one (1) year	37.00	33.00	30.00
13. Employees not included in the preceding categories.....	31.00	29.00	27.00
14. Shoemaker:			
1st year.....	32.00	30.00	28.00
2nd year.....	35.00	33.00	31.00
3rd year.....	38.00	36.00	34.00
15. Junior employee:			
1st six months...	19.00	18.00	17.00
After six months.	21.00	20.00	19.00

4° A l'article IX (Employés surnuméraires du sexe masculin), les paragraphes 1, 2, 3, 4, 9, 10, 11 et 12 sont remplacés par les suivants:

1 Sacristain ou bedeau: *par heure*

Pour la zone I..... 0.65

Pour la zone II..... 0.60

Pour la zone III: le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 1 de l'article VII pour la paroisse correspondante.

2. *Mécanicien de machines fixes:* le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 2, de l'article VII, pour la zone correspondante.

	Zones I	II	III
	par jour		
3. Employé en charge d'un département ou d'un service.....	$6.50	$6.00	$6.00
	par heure		
4. Chauffeur.....	0.72	0.67	0.67
9. Conducteur de véhicule.....	0.70	0.65	0.60
	par jour		
10. Infirmier.....	6.00	6.00	6.00
11. Homme de métier de la construction (là où seulement il n'existe pas de décret régissant ces métiers):			
	par heure		
a) *Qualifié*.....	0.75	0.70	0.65

4. In section IX (Male supernumerary employees), subsections 1, 2, 3, 4, 9, 10, 11 and 12 are replaced by the following:

1. Sexton or verger:

per hour

For zone I..... $ 0.65

For zone II..... 0.60

For zone III: the same hourly wages as those stipulated in subsection 1 of section VII for the corresponding parish.

2. Stationary engineman:
The same hourly wage rate as the one established in subsection 2 of section VII.

	Zones I	II	III
	per day		
3. Employee in charge of a department or service.....	$ 6.50	$ 6.00	$ 6.00
	per hour		
4. Fireman.....	0.72	0.67	0.67
9. Automobile driver .	0.70	0.65	0.60
	per day		
10. Orderly.....	6.00	6.00	6.00
11. Construction trades man (only where no decree exists to govern. such trades):			
	per hour		
a) skilled.....	0.75	0.70	0.65

b) Non qualifié	0.70	0.65	0.60
12. Homme se service	0.70	0.65	0.60

5° A L'article XI (Salaire pour temps supplémentaire), les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par les suivants:

1. Mecanicien de machines fixes	*per heure*		
a) 2ème classe	1.35	1.30½	1.30½
b) 3ème classe	1.27½	1.15½	1.15½
c) 4ème classe	1.20	1.08	1.08
2. Chauffeur	1.08	1.00½	1.00½

6° L'article XV est remplacé par le suivant:

"XV. *a)* Dans les zones I et II, le sacristain ou bedeau est employé à temps complet et doit recevoir le salaire hebdomadaire fixé à l'article VII, sauf dans des cas spéciaux qui doivent être soumis au Comité paritaire et approuvés par ledit Comité et alors il est rémunéré au taux de 65 dans la zone I ou de $0.60 dans la zone II et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit, habituellement, par semaine.

b) Le sacristain ou bedeau de la zone III qui est requis de travailler moins de trente (30) heures par semaine ou jusqu'à concurrence de trente (30) heures doit être rénuméré, ou à la moitié du salaire hebdomadaire fixé à l'article VII ou, au taux horaire fixé audit article et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement par semaine.

c) Nonobstant les dispositions de l'article XVI, le sacristain ou bedeau de la zone III qui est requis de travailler plus de trente (30) heures par semaine ou jusqu'à concurrence de soixante (60) heures doit être rémunéré, ou au salaire hebdomadaire fixé à l'article VII ou au taux horaire fixé audit article et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement, par semaine."

7° A l'article XXI (Paiement du salaire), le paragraphe "*a*" est remplacé par le suivant:

"*a) Échéance:* Les salaires sont payés chaque semaine."

Chapitre 4

Dispositions relatives aux heures de travail

8° A l'article XXIV (employés réguliers), le paragraphe 4 est remplacé par le suivant:

"4. *a)* de cinquante-quatre (54) heures, réparties, en six (6) jours, pour les infirmiers;

b) de cinquante-quatre (54) heures pour les autres salariés du sexe masculin."

Chapitre 5

Dispositions relatives aux congés aux jours chômés et aux vacances

9° L'article XXIX (jours chômés), est remplacé par le suivant:

"XXIX. *Jour shômés et payés:* Le Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël sont des jours chômés et payés."

10° A l'article XXX (Vacances payées), l'alinéa suivant est ajouté au sous-paragraphe "*b*":

"iv. Aux salariés des deux sexes, ayant un an de service et plus, l'employeur doit accorder chaque année, pour cause de maladie, six (6) jours de congé payés. Aucune réclamation n'est acceptée pour ces jours de congé payés, à moins qu'elle soit accompagné d'un certificat de maladie du médecin."

b) not qualified	0.70	0.65	0.60
12. Service man	0.70	0.65	0.60

5. In section XI (Wages for evertime), subsections 1 and 2 are replaced by the following:

1. Stationary engineman	*per hour*		
a) 2nd class	1.35	1.30½	1.30½
b) 3rd class	1.27½	1.15½	1.15½
c) 4th class	1.20	1.08	1.08
2. Fireman	1.08	1.00½	1.00½

6. Section XV is replaced by the following:

"XV. *a)* In zones I and II, the secton or the verger shall be employed on a full-time basis and shall receive the weekly wages established in section VII, except for special cases which shall be submitted to the Parity Committee and approved by the said Committee; then, he shall be remunerated on an hourly basis of $0.65 in zone I or $0.60 in zone II and according to the number of hours worked, habitually, per week.

b) A sexton or verger of zone III who is required to work less than thirty (30) hours per week, or to the extend of thirty (30) hours, shall be remunerated either on the basis of half the weekly wages fixes in section VII or on an hourly basis as determined in the said section for the number of hours worked, habitually, per week.

c) A sexton or verger of zone III who is required to work more than thirty (30) hours per week, or to the extent of sixty (60) hours, notwithstanding the provisions of section XVI, shall be remunerated either on the basis of the weekly wages fixes in section VII or on an hourly basis as determined in the said section for the number of hours worked, habitually, per week."

7. In section XXI (Payment of wages), subsection "*a*" is replaced by the following.

"*a) Period of payment:* Wages shall be paid every week."

Chapter 4

Provisions respecting hours of work

8. In section XXIV (Regular employees), subsection 4 is replaced by the following:

"4. *a)* made up of fifty-four (54) hours, distributed over six (6) days for oderlies;

b) made up of fifty-four (54) hours for the other male employees."

Chapter 5

Provisions respecting days off, observed holidays and vacations

9. Section XXIX (Observed holidays) is replaced by the following:

"XXIX. *Holidays with pay:* New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day are observed holidays with pay."

10. In section XXX (Vacation with pay), the following paragraph is added to subsection "*b*":

"iv. to male and female employees with one year of service or more, the employer shall grant, each year, for reason of illness, six days off with pay. No claim will be accepted in regard of such days off with pay unless accompanied by a doctor's certificate."

CHAPITRE 6

Dispositions relatives au logement, etc.

11° A l'article XXXI (Logement et pension), le paragraphe 6 suivant est ajouté.

"6. Si l'employeur ne peut fournir, le logement à l'employée régulière du sexe féminin, il doit lui accorder un supplément de deux (2.00) dollars par semaine, en plus du salaire minimum prévu pour sa catégorie."

((Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29706-o Greffier de Conseil Executif.

CHAPTER 6

Provisions respecting lodging, etc.

11. In section XXXI (Board and lodging), the following subsection 6 is added:

"6. If the employer cannot provide lodging to the regular female employee, he shall pay an additional amount of two dollars ($2.00) per week in excess of the minimum wages established for her category."

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,
29706-o Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

Canada, Province de Québec, District de Hull

AVIS LÉGAL

Conformément à la Loi des Compagnies de Québec (R.S.Q. 1941, chapitre 276 et amendements.) "André Proulx Limitée" donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur Général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner la Charte de la Compagnie.

Daté à Hull, ce neuvième jour de mars 1951.

ANDRÉ PROULX LIMITÉE,
Le Secrétaire,
29659-o A. H. DENOON.

Avis est donné que "Richmond Candy Limited", incorporé, sous la loi des Compagnies de Québec, le 28 janvier 1948, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 27 février 1951.

RICHMOND CANDY LIMITED,
Par le Secrétaire,
29660-o J. HALPERIN.

ROY & BOLDUC LIMITÉE

Avis pour permission d'abandon de charte

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, (1941, S.R.Q., chap. 276) "Roy & Bolduc Limitée" donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général pour permission d'abandon de sa charte, le ou après la date à être fixée par le procureur général.

Daté à Beauceville, Beauce, ce 16 janvier 1951.

Le Secrétaire,
29661-o CHS-HENRI BOLDUC.

Canada, Province de Québec, district de Montréal

CONTINENTAL SALVAGE COMPANY (QUEBEC) LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Continental Salvage Company (Quebec) Limited", demandera la permission d'abandonner sa Charte conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 8 mars 1951.

Le Secrétaire,
29676-o REUBEN LAUFER.

Charters— Surrender of

Canada, Province of Quebec, District of Hull

LEGAL NOTICE

Under the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941), Chapter 276 and amendments.) "André Proulx Limitée", hereby gives notice that it will make application to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the said Company.

Dated at Hull, this 9th day of March, 1951.

ANDRÉ PROULX LIMITÉE,
A. H. DENOON,
29659-o Secretary.

Notice is hereby given that "Richmond Candy Limited", incorporated, under the Quebec Companies' Act, by Letters Patent dated January 28th, 1948, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, February 27th, 1951.

RICHMOND CANDY LIMITED,
Per: J. HALPERIN,
29660-o Secretary.

ROY & BOLDUC LIMITED

Notice of Application for leave to Surrender Charter

Under the Companies' Act (Quebec), (1941 R.S.Q., chapter 276) "Roy & Bolduc Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable Attorney General of Quebec, for leave to surrender its charter on and after the date to be fixed by the Attorney General.

Dated at Beauceville, Beauce, this 16th day of January, 1951.

CHS. HENRI BOLDUC,
29661-o Secretary.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

CONTINENTAL SALVAGE COMPANY (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Continental Salvage Company (Quebec) Limited" will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, March 8th, 19

REUBEN LAUFER,
29676-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Lawrence Warehouse Company" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Alfred M. West, C.R., de l'adresse donnée ci-après.

Le bureau principal de la corporation est à 700 édifice New Birks, 620 rue Cathcart, Montréal 2, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29662 JEAN BRUCHÉSI.

Companie Licensedto do Business

Notice is hereby given that "Lawrence Warehouse Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Company in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it is Mr. Alfred M. West, K.C., of the hereinafter given address.

The principal office of the Corporation is at 700 New Birks Building, 620 Cathcart Street, Montreal 2, in the Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 9th day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29362-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

N° 1457-49.

Québec, le 5 mars 1951.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, les lots ou parties de lots suivants, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville. savoir:

Le lot 58, qui sera détaché de la municipalité scolaire catholique de Rosemère, comté de Terrebonne; les lots nos 208 à 214 inclusivement et les parties des lots nos 534 et 538 situées au sud de la voie ferrée du Pacific Canadien, qui seront détachés de la municipalité scolaire de la Paroisse de Sainte-Thérèse, même comté.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique,
29614-10-2-o B. O. FILTEAU.

N° 1162-42.

Québec, le 6 mars 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lac-des-Iles, comté de Labelle, les lots des rangs I et II ainsi que les lots 20, 21, 22, 23 et 33 du rang III du canton de Bouthillier, et de les annexer à la municipalité scolaire de Kiamaka, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29646-10-2-o B. O. FILTEAU.

N° 195-51.

Québec, le 12 mars 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Félicité, dans le comté de Matane, les lots 215 à 221 inclusivement du rang I du canton de Cherbourg et 224 à 233 inclusivement du rang II (2) du même canton, pour les annexer à la municipalité scolaire de Grosses-Roches, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29681-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Departn ent of Education

No. 1457-49.

Quebec, March 5, 1951.

Application is made to annex to the school municipality of the town of Sainte-Thérèse, in the county of Terrebonne, the following lots or parts of lots, all of the official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, to wit:

Lot 58, which shall be detached from the Catholic School municipality of Rosemere, in the county of Terrebonne; lots Nos. 208 to 214 inclusively, and the parts of lots Nos. 534 and 538, situate south of the Canadian Pacific Railway line, which shall be detached from the school municipality of the parish of Sainte-Thérèse, same county.

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent
29614-10-2 of Education.

No. 1162-42.

Quebec, March 6, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Lac-des-Iles, county of Labelle, the lots of ranges I and II and also lots 20, 21, 22, 23 and 33 of range III of the township Bouthillier, and to annex them to the school municipality of Kiamaka, same county.

The Superintendent of Education,
29646-10-2 Per B. O. FILTEAU.

No. 195-51.

Quebec, March 12, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Félicité, in the county of Matane, lots 215 to 221 inclusively, of range I of the Township of Cherbourg and 224 to 233 inclusively of range II (2) of the same township to annex them to the school municipality of Grosses-Roches, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
29681-11-2 Superintendent of Education.

N° 241-51.

Québec, le 12 mars 1951.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la Ville de Richmond, dans le comté de Richmond, le territoire de la municipalité scolaire du Village de Melbourne, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29680-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 241-51.

Quebec, March 12, 1951.

Application is made to annex, for Catholic tax-payers only, to the school municipality of the town of Richmond, in the county of Richmond, the territory of the school municipality of the Village of Melbourne, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
29680-11-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel d'une partie de la Ville de Bourlamaque division d'enregistrement de L'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 92, 245 à 249, 256 à 260, 289 à 339 partie des lots 134, 255 et 288 sont annulés et remplacés par les lots 843 à 918, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 février 1951.

Le Département des Terres et Forets,
Service du Ca lastre,
Le Sous-ministre,
29663-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officielle de la Ville de Chicoutimi Division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 74-A-7 à 74-A-36, les lots 85-8 à 85-19 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
29663-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 176-28 à 176-39, 194-29 à 194-40, partie lots 176-27, 176-40, 176-26 et 194-28 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 septembre 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
29677-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Wentworth Division d'engeristrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 3c-1 et 4b-1 Rang II sont annulés et les lots 3-1 et 4a-1 Rang III sont corrigés, en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 14 février 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
29677-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of part of the Town of Bourlamaque Registration Division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 92, 245 to 249, 256 to 260, 289 to 339, part of lots 134, 255 and 288 are cancelled and replaced by lots 843 to 918 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 23rd, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
29663-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Town of Chicoutimi Registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 74-A-7 to 74-A-36, lots 85-8 to 85-19 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 31st, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
29663-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Beauport Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 176-28 to 176-39, 194-29 to 194-40, part of lots 176-27, 176-40, 176-26 and 194-28 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 28th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
29677-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Wentworth Registration Division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 3c-1 and 4b-1 Range II are cancelled and lots 3-1 and 4a-1 Range III are corrected in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Quebec, February the 14th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
29677-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présenté par le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, de la façon suivante:

L'exception numéro 9 mentionnée au paragraphe "*b-i*" de l'article I (Juridiction industrielle) sera remplacé par la suivante:

"9) Les combinaisons-salopettes et vêtements de travail en coton non autrement spécifiés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1951. 29695-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 329 du 20 février 1947, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, comme suit:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers:	*Taux horaires*
Briqueteur, plâtrier (travaux ordinaires ou d'ornementation), maçon y compris le tailleur sur le chantier, poseur de blocs de ciment, tireur de joints	$1.37
Finisseur de ciment	1.20
Calfat	1.10
Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weather-strips", bardeaux (bois ou amiante ou composition), divisions en acier, ameublements, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles), tout papier composition, y compris le posage de plancher en bois, d'amiante gaufré et l'assemblage de maisons préfabriquées	1.10
Limeur de scies	1.10
Gratteur, polisseur, sableur de plancher à la main ou à la machine	1.10
Poseur de lattes en bois ou en métal	1.10
Électricien — Compagnon	1.20
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de plancher	1.10

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Joint Committee of the Men's and Boys, Clothing Industry of the Province of Quebec, for the purpose of amending the decree number 2991 of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec, as follows:

Exception number 9 contained in subsection "*b-i*" of section I (Industrial jurisdiction) will be replaced by the following:

"9) Combination overalls and all cotton work garments not otherwise specified."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Quebec, March 17, 1951. 29695-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the city of St. John and the town of Iberville, rendered obligatory by the decree number 329 of February 20, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments, as follows;

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid:

Trades:	*Hourly rates*
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental operations), mason including the cutter on the field, cement blocks layer, joint pointer	$1.37
Cement finisher	1.20
Caulker	1.10
Carpenter, joiner, millwright (construction), including the following operations: concrete forms (shop or field), setting or laying of screens (wood or metal), framework, windows, weather-strips, shingles (wood, asbestos or composition), steel furniture and partitions such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood floor and corrugated asbestos layer, the erection of prefabricated houses	1.10
Saw filer	1.10
Floor scraper, polisher, sander — hand or machine	1.10
ather — wood or metal	1.10
Journeyman electrician	1.20
Painter, spraying-machine operator, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	1.10

Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie:		Plumber, steamfitter, pipe mechanic:	
Compagnon	1.20	Journeyman	1.20
Compagnon junior	1.10	Junior journeyman	1.10
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.20	Pipe welder (acetylene or electric)	1.20
Poseur de brûleurs à l'huile	1.20	Employee committed to the installation of oil burners	1.20
Ajusteur de gicleurs	1.20	Sprinkler fitter	1.20
Mécanicien en isolement de tuyauterie	1.20	Pipe insulation worker	1.20
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou chantier)	1.20	Sheet-metal worker and tinsmith-roofer (shop or field)	1.20
Couvreur — ardoise, tuile	1.45	Roofer — slate, tile	1.45
Couvreur — composition, gravier, sable, asphalte	1.10	Roofer — Composition, gravel, sand, asphalt	1.10
Homme de chaudière	0.85	Boilerman	0.85
Manœuvre, porteur d'oiseau	0.85	Labourer, hod carrier	0.85
Journalier (ouvrier non qualifié)	0.85	Labourer (common worker)	0.85
Gréeur	1.10	Rigger	1.10
Préposé au compresseur	1.05	Compressor operator	1.05
Chauffeur de camion	0.90	Truck driver	0.90
Charretier	0.85	Carter	0.85
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline	1.20	Steam mixer operator or large gasoline mixer operator	1.20
Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline	0.85	Electric mixer operator or small gasoline mixer operator	0.85
Poseur d'acier d'armature	1.20	Reinforcing steel erector	1.20
Poseur de liège isolateur	1.25	Cork insulation layer	1.25
Finisseur de plancher en mastic	1.15	Mastic floor finisher	1.15
Poseur de plancher en mastic	1.35	Mastic floor layer	1.35
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	1.05	Kettleman (flooring only)	1.05
Poseur de tuile en asphalte	1.00	Asphalt, tile layer	1.00
Chauffeur (construction)	0.85	Fireman (construction)	0.85
Poseur de terrazzo	1.43	Terrazzo layer	1.43
Préposé aux machines à polir le terrazzo;		Terrazzo polishing machine operator:	
Machine à sec	1.28	Dry polishing	1.28
Machine à l'eau	1.10	Water polishing	1.10
Poseur de marbre	1.50	Marble layer	1.50
Poseur de tuiles	1.43	Tile layer	1.43
Mécanicien de machines fixes ou mobiles	1.05	Stationary or portable engineman	1.05
Conducteur de monte-charge	0.90	Freight elevator operator	0.90
Foreur et poudrier	1.10	Drill and powder man	1.10
Machiniste	1.10	Machinist	1.10
Forgeron sur le chantier	1.10	Blacksmith on job	1.10
Préposé aux grues	1.20	Crane operator	1.20
Préposé aux pelles mécaniques	1.20	Shovel operator	1.20
Conducteur de tracteur	1.00	Tractor operator	1.00
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.00	Roller operator (steam or gasoline)	1.00
Conducteur de "Bulldozer"	1.00	Bulldozer operator	1.00
Conducteur de niveleuse	1.00	Grader operator	1.00
	par semaine		*per week*
Vérificateur de matériel et pointeur	42.00	Material checker and time-keeper	42.00
	par heure		*per hour*
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ième classe (sans limite de la durée journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	1.05	Watchman, employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without limitation of the daily hours of work — weekly maximum of 72 hours)	1.05
Gardien sur chantier (nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	0.65	Watchman on job (night and day, without limitation of the daily hours of work, weekly maximum of 72 hours)	0.65
Chauffeur de bouilloire, devant posséder un certificat de 4ième classe	1.00	Doiler fireman, required to hold a 4th class certificate	1.00
Porteur d'eau	0.80	Water carrier	0.80
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	0.90	Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt	0.90
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur	0.90	Men committed to the piping, caulkers and welders	0.90

2° Le paragraphe "*b*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"*b*) Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors de la cité de Saint-Jean et de la ville d'Iberville sont à la charge de l'employeur sans pour cela que leur salaire soit réduit. De plus le repas du midi est à la charge de l'employeur si l'employé n'a pas été averti la veille.

2. Subsection "*b*" of section IV will be replaced by the following:

b) Travelling expenses of employees sent outside the City of St. John and the Town of Iberville shall be paid by the employer without wage deduction. Besides, the noon meal shall be paid by the employer if the employee has not been notified the day before.

Les frais de pension doivent également être payés si les salariés ne sont pas ramenés chaque soir dans lesdites cité et ville."

3° Le paragraphe "e" de l'article VI sera radié.

4° L'article XI-A suivant sera ajouté:

"XI-A. *Congés payés: a) Définitions:* Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le présent décret;

Commission: La Commission du Salaire minimum;

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

Période de prestation: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante;

Timbres: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) Droits du salarié:

1. *aux congés payés:* Tout salarié régi par le présent décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestation, a droit, à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée;

2. *à rémunération pour congés:* Tout salarié régi par le présent décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement, à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) Prise de congé: L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par le présent article, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) Rémunération pour congés: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret représente, pour une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) Apposition de timbres: Tout employeur doit, apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) Obligations de l'employeur: Tout employeur doit:

1) se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés;

2) exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un;

3) conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés;

4) remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

Board shall also be paid by the employer when the employees are not taken back every night in the said city and town."

3. Subsection "e" of section VI will be deleted:

4. The following section XI-A will be added:

"XI-A. *Vacation with pay: a) Definitions:* Barring incompatibility, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the present decree;

Commission: The Minimum Wage Commission;

Vacation-with-pay stamps book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with-pay credit period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation-with-pay credit stamps: The printed mark or stamp issued by the Commission, representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) Rights of the employee:

1. *to a vacation-with-pay:* Every employee governed by the present decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. *to a vacation credit:* Every employee governed by the present decree, whose work has not been continuous with one employer thoughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) Period during which vacation is to be given: The employer must give, whithin four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) Vacation credit: The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for said credit period.

e) Affixing of stamps: Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) Employer's obligations: Every employer must

1) obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2) require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3) keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4) give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees, at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) Obligations du salarié: Tout salarié doit:

1) remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations;

2) réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) Remboursement de la rémunération: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) Propriété du livret de congés payés: Le livret de congés bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) Convention interdite: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article."

5° Le paragraphe "*k*" de l'article XII sera remplacé par le suivant:

"*k*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

	Taux horaires
1. Charpentier-menuisier, peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tapissier et vernisseur:	
1ère année	$0.75
2ème année	0.80
3ème année	0.85
4ème année	0.95
2. Électricien, plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie, soudeur en tuyauterie, ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur:	
1ère année	0.75
2ème année	0.85
3ème année	0.90
4ème année	0.95
3. Briqueteur, maçon, plâtrier:	
1ère année	0.95
2ème année	1.00
3ème année	1.05
4ème année	1.20
4. Poseur de brûleurs à l'huile:	
1ère année	0.85
2ème année	0.95"

6° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

"XIV. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1952. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite à moins que l'une des parties contractantes, ne donne à l'autre partie un avis écrit à se contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1951. 29704-o

g) Emplcyee's obligations: Every employee must

1) without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation-with-pay period;

2) at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) Redemption of stamps: Every employer at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) Ownership of the vacation-with-pay stamp book: Though in the employers' hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) Forbidden agreement: Any stipulation of a labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree, conditions less advantageous than those fixed in the present section is strictly forbidden.

5. Subsection "*k*" of section XII will be replaced by the following:

"*k*) The following minimum wage rates shall be paid to apprentice of the trades hereafter mentioned:

	Hourly rates
1. Carpenter-joiner, painter, sprinkler fitter, glazier, decorator, paper hanger and varnisher:	
1st year	$0.75
2nd year	0.80
3rd year	0.85
4th year	0.95
2. Electrician, plumber, steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, sheet-metal worker and tinsmith-roofer:	
1st year	0.75
2nd year	0.85
3rd year	0.90
4th year	0.95
3. Bricklayer, mason, plasterer:	
1st year	0.95
2nd year	1.00
3rd year	1.05
4th year	1.20
4. Oil burner fitter:	
1st year	0.85
2nd year	0.95"

6. Section XIV will be replaced by the following:

"XIV. *Duration of the decree:* The present decree will come into force the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until April 30, 1952, It then renews itself automatically, from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before April 30 of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1951. 29704-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Chambre de Construction Inc., Section de la fabrication du métal en feuilles,

Et, D'AUTRE PART:
"The Sheet Metal Workers International Association, Local 116".
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "sous-contremaître" désigne un salarié nommé par son employeur à cette position et dont les fonctions sont d'aider le contremaître dans l'exécution de son travail régulier.

b) Le terme "chef d'équipe" désigne un mécanicien chargé de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

c) Le terme "mécanicien en métal en feuille" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter, d'après les dessins, toute spération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

d) *Soudeurs:* 1° Le terme "soudeur classe A" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

Note: Un soudeur qualifié en vertu de l'article 25 des règlements en exécution de la loi des Appareils sous pression et approuvés par le Unfired Pressure Vessel Code, édition 1943, doit être considéré comme un soudeur de la classe "A".

2° Le terme "soudeur classe "B" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique du métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter, d'après les plans et devis, les opérations de son métier, selon les instructions qu'il reçoit.

3° Le terme "soudeur classe C désigne tout salarié possédant une certaine connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu il reçoit.

4° Le terme "soudeur en série" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII.

e) *Machiniste:* 1° Le terme "machiniste-mécanicien" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance

2° Le mot "machiniste" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier, sous surveillance.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The Builder's Exchange Inc., Sheet Metal Fabricating Section.

And, ON THE OTHER PART:
The sheet Metal Workers International Association, Local Union No. 116.
for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purpose of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereinafter given to them:

a) *Assistant Foreman* shall be an employee appointed by his employer to such position and his functions shall be to assist the Foreman in the execution of his regular duties.

b) *A charge hand* shall be a mechanic in charge of the fabrication of a job and who has a group of men working under his direction.

c) *A sheet metal mechanic* shall be an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials without direction from others.

d) *Welders:* 1. A *Class "A" welder* is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene of electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

Note: A welder qualified under article 25 of the regulations for carrying out of the Pressure Vessels Act and as approved under the "Unfired Pressure Vessels Code, 1943 Edition", shall be classified as a Class "A" Welder.

2. A *class "B" welder* is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to work directly from detailed drawings and able to carry out operations in his trade with direction from others.

3. A *class "C" welder* is an employee with knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

4. A "*production welder*" is a workman employed on routine welding operations and whose rate shall be increased automatically as indicated in section VII.

e) *Machinist:* 1. A "*Machinist Mechanic*" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications and to carry out any operations in his craft without direction from others.

2. A "*Machinist*" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications and to carry out any operations in his craft with direction from others.

f) Le mot "outilleur" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

g) Le terme "compagnon peintre" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peinturer les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

h) Le terme "peintre au pistolet" désigne tout salarié travaillant durant au moins 70% de son temps à peinturer au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

i) Le mot "forgeron" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

j) Les mots "préposé aux machines" désignent tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique, à la plieuse et découpeuses mécanique ou à la machine à rouler (roll forming)—à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburg—seront considérés comme préposés aux machines.

k) Les mots "assembleur" et "ouvrier spécialisé" désignent tous salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter des travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

l) Le terme "ouvrier de la production désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement nécessaire, exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés; tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série", on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

m) Le terme "chef de groupe" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

n) Aides: Les aides sont des salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

o) *Apprentis:* Les apprentis sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

p) *Garçons:* Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de routine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "*i*" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupation de semblable nature.

Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre de cinquantième des salariés de l'établissement.

f) A "*Toolmaker*" shall be an employee engaged in the fabrication of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing these from working drawings or sketches, using standard tool room equipment, without direction from others.

g) A "*Journeyman Painter*" shall be an employee who is thoroughly experienced in painting metal and allied materials by brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colors and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

h) A "*Spray Painter*" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

i) A "*Balcksmith*" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of balcksmith.

j) A "*Machine Operator*" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be permormed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburg Lock Former) shall be classified as a Machine Operator.

k) "*Assemblers and Specialists*" shall be employees competent to carry out operations according to instructions, and shall be able to read detailed drawings and engage in work requiring less skill than a journeyman.

l) "*Production Workers*" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that requires less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

m) A "*leading hand*" shall be an employee who is not a mechanic and who is handling a groupe of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

n) "*Helpers*" shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

o) "*Apprentices*" shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one and they shall receive an apprenticeship book from the Joint Committee. Said book shall be properly filled by employers, crediting time worked at trade.

p) *Boys:* Boys between the ages of 16 and 18 inclusively may be employed for routine operations at the rates set for apprentices in section VII-*i* until such time as they acquire the standard rate for helpers. Routine operations shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like. If a boy be placed in any other classification he shall be paid accordingly.

Boys others than those employed on routine operations may, however, be employed at a ratio not greater than one to every 50 employees in the plant.

q) *Divers*: Les salariés employés régulièrement comme expéditeurs, hommes d'entrepôts ou magasiniers doivent recevoir $0.05 l heure de plus que le taux minimum des aides. Le salarié en charge de ces départements doit recevoir $0.15 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Toutefois, les salariés employés temporairement à ces fonctions continuent de recevoir leurs taux réguliers de salaire.

r) Le terme "polisseur classe A", désigne un salarié qui polit des métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhérentes choisit les différents abrasifs; forme et ajuste les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend l'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. *Juridiction industrielle et professionnelle:* a) Le décret s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel usiné ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage.

b) Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels et à leurs salariés déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret, en vertu de ladite Loi, ni à la fabrication des poêles et/ou des fournaises dans les fonderies reconnues comme telles.

IV. *Durée du travail:* a) La semaine régulière de travail est de quarante-deux (42½) heures et demie. La durée journalière ne doit pas excéder huit heures et demie (8½), sans détermination des heures de commencement et de cessation du travail.

b) *Déductions pour retard: 1° Horloge de présence à la minute:* Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois minutes par quart d'heure sur les horloges qui enregistrent les minutes, i.e. pour les retards de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neufs (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

2° *Horloge de présence au dixième d'heure:* Dans les établissements où ces horloges sont en usage, les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail et dans les six (6) minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minutes pour les retards d'un ou deux points (6-12 minutes) et une demi-heure pour les retards de trois, quatre et cinq points (18-24-30 minutes).

V. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté en plus de huit heures et demie (8½) par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

c) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la fête de la Confé-

q) *Miscellaneous:* Workman regularly employed as shippers, warehousemen, or stock keepers shall be paid .05 per hour in excess of the helpers' minimum rate. The employee in charge of these departments shall be paid $0.15 per hour in excess of the helpers' minimum rate. However, workmen temporarily employed as above shall retain their regular rates of pay.

r) *"Class "A" Buffer and Polisher"* shall be a workman who polishes and buffs metal and aloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock, selects various abrasives, heads and balances polishing and abrasive wheels for uniformity of production.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. *Industrial and professional jurisdiction:* a) The decree shall apply to all establishments engaged in the manufacture of fabrication of sheet metal products which include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a thickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys.

b) The decree shall not apply to industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the said Act, nor does it apply to stoves and or furnaces manufactured or fabricated by foundries recognized as such.

IV. *Standard working hours:* The standard working week is one of forty-two and a half (42½) hours. The standard working day consists of eight and a half (8½) hours. There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) *Deductions:* 1. *Clocks punching minutes:* Late starting shall be penalized to the amount of fifteen (15) minutes for lateness in excess of three minutes of each quarter of an hour on clocks which punch in minutes, i.e., for lateness from four (4) to eighteen minutes (18), the penalty will be fifteen (15) minutes, from nineteen (19) to thirty-three (33) minutes, the penalty will be one half hour, etc.

2. *Clocks punching tenths of hours:* On time clocks which punch in tenths of an hour, an employee's time must be punched one (1) point (within six minutes) before starting time and one point (six minutes) after quitting time. Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: employees late one (1) or two (2) tenths of an hour (6 to 12 minutes) shall be penalized fifteen (15) minutes; three (3) four (4) and five (5) tenths (18-24-30 minutes) shall be penalized one half hour.

V. *Overtime:* a) All time worked over eight and half (8½) hours in any one day and all time worked on Saturday is overtime.

b) Overtime shall be paid at the rate of time and one half of the regular hourly rates.

c) Double time shall be paid for all work on Sundays and the following Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, May 24, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day,

dération, la fête du Travail, le jour d'actions de Grâces, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionnées.

Toutefois, à la discrétion des employeurs et des salairés de tout établissement agissant par l'intermédiaire de l'association les représentant, il est permis de substituer à une fête statutaire mentionnée dans le décret une autre journée mutuellement acceptées; dans ce cas, les taux de salaire régulier est payable le jour de congés statutaire, mais le taux de salaire double doit être payé le jour convenu.

VI. *Congés payés:* Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâces et Noël, sont des congés payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un desdits jours de fête tombe un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Lorsqu'un des jours de congé tombe le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi ou le vendredi, la rémunération est celle d'une journée de travail au taux régulier de salaire.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut, de plus, que les salariés ne soient pas absents le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite, cependant des absences causées par 1° un décès dans la famille même du salarié; 2° la maladie; 3° une permission écrite de l'employeur; et 4° la participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé.

"VII. *Salaires:* Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de reduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classifications:	*Taux horaires minima*
a) Compagnons:	
Mécanicien en métal en feuille	$1.39
Sous-contremaître	1.52
Chef d'équipe	1.46
Soudeur classe "A"	1.46
Soudeur, classe "B"	1.34
Soudeur, classe "C"	1.22
Soudeurs en série:	
Premier semestre	0.98
Deuxième semestre	1.04
Troisième semestre	1.10
Quatrième semestre	1.15

Subséquemment, ils sont éligibles à la classe "V", à $1.22 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.

Polisseur classe "A"	$1.28
Machiniste	1.22
Mécanicien-machiniste	1.41
Outilleur	1.46
Peintre	1.32
Peintre au pistolet	1.16
b) Forgeron	1.34
c) Préposé au fonctionnement des machines	1.15
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	1.22
e) Ouvrier de la production	1.00
f) Aide	0.95

g) Chefs de groupe: Les chefs de groupe doivent recevoir $0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Christmas Day or the day designated by Statute of Decree to be observed as one of the above holidays.

However, at the option of the employers and the employees in any establishment acting through the second party, it shall be permissable to substitute for any Statutory Holiday herein specified another day mutually agreed upon, in which event regular rates shall be paid on the Statutory Holiday and double time on the substitute date.

VI. *Paid holidays:* New Year's Day, Good Friday, May 24, St-Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates.

a) i. When a paid Holiday falls on Sunday, the succeeding Monday shall be declared a holiday with pay.

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rates of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday of Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify.

c) Employees must not be absent on the work days immediately preceding and succeeding the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to (*a*) death in the immediate family; (*b*) illness; (*c*) written permission from the employer; and (*d*) Jury duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

VII. *Wage rates:* The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in the decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

Classifications:	*Hourly rates*
a) Journeymen:	
Sheet metal Mechanic	$1.39
Assistant-foreman	1.52
Charge hand	1.46
Welder Class "A"	1.46
Welder Class "B"	1.34
Welder Class "C"	1.22
Production Welders:	
First six months	0.98
Second six months	1.04
Third six months	1.10
Fourth six months	1.15

They then become eligible for Class "C", at $1.22 per hour, if they qualify.

Buffer and Polisher, Class "A"	$1.28
Machinist	1.22
Machinist mechanic	1.41
Toolmaker	1.46
Painter	1.32
Painter (Spray)	1.16
b) Blacksmith	1.34
c) Machine operator	1.15
d) Assembler and specialist	1.22
e) Production worker	1.00
f) Helper	0.95

g) Leading Hand: Leading Hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Les aides qui ont atteint le taux de $1.00 l'heure peuvent être employés régulièrement comme " ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

Première année: 50% du taux du mécanicien.

Deuxième année: 60% du taux du mécanicien.

Troisième année: 70% du taux du mécanicien.

Quatrième année: 85% du taux du mécanicien.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à $0.64 l'heure et reçoivent une augmentation de $0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

j) *Divers* — *Taux horaires*

Conducteurs de camions, magasinier, homme d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises. $1.00

k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir $0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

VIII. *Taux pour équipes irrégulières:* Un boni de cinq cents ($0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.

IX. *Vavances payées: a*) Tous les salariés qui ont douze mois de service continue pour le même employeur au premier mai, ont droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire actuel du salarié lors des vacances; le calcul de la rémunération est basé sur le nombre d'heures régulières de travail (surtemps non compris) effectuées durant les douze mois précédents.

b) Les salariés qui n'ont pas déjà reçu de rémunération de vacances et qui y ont droit parce qu'ils ont travaillé pendant douze mois continus pour le même employeur à la date du premier mai doivent, à la période de vacances, être rémunérés selon le nombre d'heures régulières effectuées de la date de l'embauchage original au trente avril, au taux de salaire en vigueur à la date des vacances.

c) Tous les salariés qui ont cinq ans ou plus de service pour le même employeur au premier mai ont droit à deux semaines de vacances payées à raison de 4% des heures régulières effectuées durant les douze mois précédents, du premier mai au trente avril, au taux en vigueur à la date des vacances.

d) Tous les salariés qui quittent leur emploi avant de prendre leurs vacances annuelles doivent recevoir la rémunération de vacances à laquelle ils ont droit en vertu des présentes dispositions ainsi que celle qu'ils ont gagnée dans l'année courante à la suite de services qualifiés, calculée à compter du premier mai jusqu'à la date de cessation de l'emploi.

e) Les salariés qui quittent leur employeur avec plus de douze mois de service pour ce dernier et qui, jusqu'à cette date, n'ont reçu aucune rémunération de vacances ont droit à une rémunération de vacances égale à 2% des heures régulières de travail effectuées à compter de la date de l'embauchage original au taux du salaire en vigueur lors du départ.

f) Les salariés qui quittent leur employeur après avoir pris leurs vacances doivent recevoir

Helpers who have attained a wage of $1.00 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.

h) Apprentice sheet metal mechanics shall be paid on the following basis:

First year 50% of the Sheet Metal Machanic's rate;

Second year 60% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Third year 70% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Fourth year 85% of the Sheet Metal Mechanic's rate.

i) Boys from 16 to 18 shall start at $0.64 cents an hour with increase of $0.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) *Miscellaneous:* — *Hourly rates*

Truck Driver, Stock and Store Keeper, Warehouseman, shipping and receiving $1.00

k) Employees working on night shifts shall be paid five cents ($0.05) an hour in excess of the above rates.

VIII. *Irregular or "off" shift rate:* A premium of five cents (0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or "off" shift, provided that the major portion of the time so worked falls outside the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.

IX. *Vacations with pay: a*) All employees who have had twelve months continuous service with the same employer as at May first shall be entitled to one week's vacation with pay based on 2% of the employee's actual wage rate at the time of vacation computed on the number of standard hours worked (excluding overtime) during the preceding twelve months.

b) Employees who have not previously received holiday pay but who have qualified by having worked twelve months continously for the same employer, upon reaching May first, will, at the holiday period, be paid for the number of standard hours worked from the date of their original employment to April 30th at the actual wage rate in effect at the time of vacation.

c) All employees who have five years or more service with the same employer at May 1st shall be entitled to two weeks' vacation, with pay based on 4% of the standard hours worked during the preceding twelve months from May first to April 30th at the actual wage rate in effect at the time of vacation.

d) All employees who leave prior to their vacation for the year, shall receive the vacation pay to which they are entitled under this plan, plus vacation pay which has been earned during the current year by qualified service, calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

e) Employees with more than twelve months service with the same employer who, until that time, have received no vacation pay and who leave the employ of the employer shall be entitled to vacation pay based on 2% of their standard hours worked, computed from the date of their original employment at the actual wage rate at time of leaving.

f) Employees who leave after taking their vacation shall receive vacation pay which they

la rémunération de vacances gagnée pendant l'année en cours à la suite de services qualifiés, calculée à compter du premier mai jusqu'à la date de cessation de l'emploi.

g) L'employeur peut exiger que l'établissement soit fermé pour la période de vacances; il lui est loisible, également, d'échelonner les vacances de ses salariés en vue de maintenir un rendement continu. Dans ce dernier cas, il doit s'efforcer de plaire à ses salariés lorsqu'il s'agit de fixer la date de leurs vacances.

h) Les vacances doivent être prises entre le premier mai et le trente septembre.

Toutefois, après entente entre l'employeur et le salariés, ce dernier peut prendre ses vacances après le 30 septembre.

X. *Apprentissage: a*) La période d'apprentissage est de quatre (4) années; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de ladite période, si, selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un apprenti tôlier par deux mécaniciens de métal en feuilles (Tôliers) et la même proportion doit être observée dans le cas des machinistes et apprentis machinistes.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études dans les métiers du métal en feuille et au résultat de leurs examens.

XI. *Retenues:* Les retenus sur les salaires, sauf celles requises par la Loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

XII. *Classification:* Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classification convenablement remplie et signée. Telles cartes sont fournies par le comité paritaire. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

XIII. *Griefs:* Toute mésentente relative au décret et tout greif des salariés sont soumis, par le comité d'atelier, au surintendant de l'établissement; à défaut d'un règlement satisfaisant, le tout peut être soumis à l'empluyeur concerné. Dans les cas où l'employeur et le comité d'atelier ne peuvent s'entendre, le tout est soumis, par écrit, au Comité paritaire qui est chargé de la mise à exécution du décret.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

have earned during the current year by qualified service calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

g) The employer may require the plant to be closed for the purpose of providing a vacation period or, at his option, may stagger vacation periods of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the employer shall make every reasonable effort to meet the wished of employees in allocating vacation periods. Vacation shall be taken between May 1st and September 30th.

h) However, subject to mutual agreement between the employees and employer, an employee may take his vacation after September 30th.

X. *Apprenticeship: a*) The term of indenture shall be four (4) years during which period the apprentice should successfully complete his apprenticeship.

b) In calculating the four (4) year period, any time lost by the apprentice must be made up. At the end of the four-year period if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six (6) months.

c) There may be one sheet metal apprentice to every two sheet metal mechanics, and the same ratio shall apply to apprentice machinists and machinists.

d) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies in the sheet metal trades and to the result of their examinations.

XI. *Deduction:* Deduction from wages except those required by law, shall be made only on written authorization of the employee.

XII. *Rating:* The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed, Such cards will be supplied by the Parity Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

XIII. *Disputes:* All disputes arising under the decree, and all grievances of employees, shall submitted by the Shop Committee to the Superintendent of the Plant concerned and, failing settlement, may be brought before the employer affected. Should the employer and the Shop Committee fail to reach an agreement the matter in dispute shall be submitted, in writing, to the Parity Committee administering the decree.

XIV. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement shall remain in office and administer the present agreement until the formation of a new committee Such new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said former committee; it also assumes all the liabilities of the former committee.

XV. *Durée du décret:* Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pendant une période d'une année après cette date sans réconduction.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1951. 29704-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit, le décret numéro 561 du 11 mars 1942 et amendements, relatif à la fabrication de boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Les paragraphes "*a*", "*b*", "*c*" et "*d*" ainsi que l'alinéa 2 du paragraphe "*e*" de l'article II seront remplacés par les suivants:

"*a*) *Salariés:*

Taux minima	*Sexes* masculin	*féminin*
Sous-contremaître	$0.82	$ 0.58
Machine à gaufrer:		
Gaufreur	1.00	
Gaufreur temporaire	0.90	
Découpeur	0.88	
Mécanicien de machine à coller	0.80	
Receveur et "sahfter" de rouleau	0.74	
Machine à Imprimet et à rainer:		
Chef-mécanicien	0.96	
Mécanicien	0.88	
Assistant-mécanicien	0.80	
Receveur et fournisseur	0.74	
Presse à imprimer: (sur la longueur)		
Mécanicien	0.85	
Receveur	0.74	
Machine à rainer — Grosses boîtes:		
Raineur	0.82	0.58
Receveur	0.74	0.52
Machine à rainer — petites boites:		
Reineur	0.81	0.56
Receveur	0.74	0.51
Machine à découper les boites et marqueuse mitrailleuse (première opération):		
Découpeur	0.82	
Receveur	0.74	
Machine à découper les feuilles et marqueuse — mitrailleuse (divers):		
Mécanicien	0.80	
Receveur	0.74	0.51
Machine combinée à découper et à rainer les divisions:		
Mécanicien	0.82	
Receveur	0.74	0.51
Machine simple à rainer les divisions:		
Raineur	0.78	0.58
Receveur		0.51
Machine à découper les pans:		
Découpeur	0.80	0.56
Receveur	0.74	0.52
Machine à plier et à appliquer la toile gommée:		
Mécanicien	0.85	
Receveur et inspecteur		0.56

XV. *Duration of the decree:* The decree will come into force upon the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective for a period of one year from that date without reopening.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1951. 29704-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to him a request to amend the decree number 561 of March 11, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province of Quebec, in the following manner:

Subsections "*a*", "*b*", "*c*" and "*d*" as well as paragraph 2 of subsection "*e*" of section II will be replaced by the following:

"*a*) *Male and female employees:*

Minimum rates:	*Sexes* Male	*Female*
Assistant Foreman	$0.82	$0.58
Corrugating machine:		
Operator	1.00	
Temporary operator	0.90	
Slitter and knife	0.88	
Double backer	0.80	
Tailer & Roll shafters	0.74	
Printer-Slotter machine:		
Chief Operator	0.96	
Operator	0.88	
Assistant operator	0.80	
Tailer and feeder	0.74	
Printing Press machine: (longway)		
Operator	0.85	
Tailer	0.74	
Large Box slotting machine:		
Operator	0.82	0.58
Tailer	0.74	0.52
Small box slotting machine:		
Operator	0.81	0.56
Tailer	0.74	0.51
Box slitting & scoring machine: (first way)		
Operator	0.82	
Tailer	0.74	
Sheet slitting and scoring machine: (Miscellaneous)		
Operator	0.80	
Tailer	0.74	0.51
Combination partition slitter-slotter:		
Operator	0.82	
Tailer	0.74	0.51
Plain partition slotter:		
Operator	0.78	0.58
Tailer		0.51
Flap Cutting machine:		
Operator	0.80	0.56
Tailer	0.74	0.52
Folder taper:		
Operator	0.85	
Tailer & Inspector		0.56

Machine automatique à appliquer la toile gommée:		
Mécanicien	0.82	
Aide	0.74	
Receveur et inspecteur		0.53
Machine semi-automatique à appliquer la toile gommée:		
Mécanicien		0.56
Receveur et inspecteur		0.51
Machine à appliquer la toile gommée à la main:		
Mécanicien		0.54
Machine automatique à plier et à piquer:		
Piqueur	0.80	
Machine semi-automatique à piquer:		
Piqueur	0.74	0.56
Machine à piquer à la main:		
Piqueur	0.74	0.54
Presse à découper:		
Découpeur	0.82	
Aide et éplucheur	0.74	0.53
Machines non classifiées:		
Mécanicien	0.74	0.52
Fournisseur	0.65	0.50
Scie à ruban:		
Préposé à la scie à ruban	0.74	0.58
Machine à remonter et à couper S.F.:		
Mécanicien	0.80	0.58
Receveur	0.74	0.51
Matières adhésives:		
Préposé à la colle	0.92	
Presse à rebuts:		
Presseur	0.74	
Aide	0.71	
Manutention de rouleaux:		
Préposé à la manutention mécanique	0.82	
Premier préposé à la manutention	0.82	
Manutenteur	0.72	
Pliage des boites:		
Plieur		0.50
Assemblage et divisions:		
Assembleuse		0.50
Enveloppement et ficelage:		
Préposé au ficelage	0.74	0.52
Expédition:		
Expéditeur	0.85½	
Assistant-expéditeur	0.80	
Aide et vérificateur	0.72	
Chauffeur de camion	0.85	
Aide pour chauffeur de camion	0.78	
Entretien:		
Homme de métier	0.88	
Mécanicien	0.85	
Huileur	0.74	
Gardien	0.72	
Concierge	0.72	
Chambre de bouilloires:		
Mécanicien de machine fixe: 2e calsse	0.94	
Mécanicien de machine fixe: 3e classe	0.84	
Mécanicien de machine fixe: 4e classe	0.74	
Travail général:		
Non-classifié	0.65	0.47

b) *Salariés* (sexe masculin): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au paragraphe "*a*" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à $0.78 de l'heure.

c) *Salariés* (sexe féminin): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au paragraphe "*a*" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à $0.53 de l'heure.

Automatic taping machine:		
Operator	0.82	
Helper	0.74	
Tailer & Inspector		0.53
Semi-automatic taper:		
Operator		0.56
Tailer & Inspector		0.51
Hand taper:		
Operator		0.54
Automatic Folder-stitcher:		
Operator	0.80	
Semi-automatic stitching machine:		
Operator	0.74	0.56
Manual stitching machine:		
Operator	0.74	0.54
Die press machine:		
Operator	0.82	
Helper & Stripper	0.74	0.53
Non-classified machines:		
Operator	0.74	0.52
Feeder	0.65	0.50
Band saw:		
Operator	0.74	0.58
S.F. Rewinder and cutter:		
Operator	0.80	0.58
Tailer	0.74	0.51
Adhesive unit:		
Operator	0.82	
Waste baling press:		
Operator	0.74	
Helper	0.71	
Roll handling:		
Machanical roll handler Operator	0.82	
Chief roll handler	0.82	
Roll handler	0.72	
Box folding:		
Folder		0.50
Partition assembly:		
Assembler		0.50
Bundling and tying:		
Tier	0.74	0.52
Shipping department:		
Shipper	0.85½	
Assistant shipper	0.80	
Helper & Checker	0.72	
Truck Driver	0.85	
Driver helper	0.78	
Maintenance:		
Tradesman	0.88	
Mechanic	0.85	
Oiler	0.74	
Watchman	0.72	
Janitor	0.72	
Boiler room:		
Stationary Engineman 2nd class	0.94	
Stationary Engineman 3rd class	0.84	
Stationary Engineman 4th class	0.74	
General labor:		
Non classified	0.65	0.47

b) Male employees: Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "*a*" of this section, th eminimum average wage for male employees shall not be less than $0.78 per hour.

c) Female employees: Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "*a*" of this section, the average minimum wage for female employees shall not be less than $0.53 per hour.

d) Nonobstant la cédule de salaire apparaissant au paragraphe "*a*" du présent article, le salaire minimum moyen pour les salariés des deux sexes ne doit pas être inférieur à $0.70 de l'heure.

2. *Machine à gaufrer:*

Le personnel requis pour chaque machine à faufrer en opération et pour chaque équipe s'il y en a plus qu'une, doit se composer d'un gaufreur, d'un mécanicien de machine à coller (Double-backer), d'un découpeur ou bobineur avec le nombre nécessaire de receveurs et de "shafter" de rouleau.

Advenant l'absence du gaufreur, le mécanicien de la machine à coller (Double-backer) pourra prendre charge du fonctionnement de la machine comme gaufreur temporaire et devra être rémunéré suivant le taux minimum de cette classification pour une période de six (6) jours consécutifs. Après cette période, il ne doit pas recevoir une rémunération inférieure au taux minimum de salaire du gaufreur jusqu'au retour de celui-ci, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 mars 1951. 29704-o

d) Notwithstanding the preceding schedules of wages, subsection "*a*" of this section, the average minimum wage for employees of both sexes shall not be less than $0.70 per hour.

2. Corrugating machine:

Corrugator and liner crew must consist of the following crew members, on each machine and for each shift, if more than one shift is worked: operator, double backer man, knife or slitter man, with necessary tailers and roll shafter.

In the event of the absence of the operator, the double backer man may operate the machine in capacity of temporary operator at listed minimum for this occupation, for a period of six consecutive days. After this time, he shall receiv ve not less than the minimum scale of pay for an operator until this man returns, at which time he shall revert to his original position (of double becker man) with previous wage scale."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the obejctions which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1951. 29704-o

Avis d'aprobation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que certains règlements spéciaux adoptés par le comité paritaire de l'industries des Arts graphiques de Québec et du district, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 192-A du 21 février 1951.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

Règlements spéciaux

1. *Certificat de qualifications:* Le comité paritaire décide, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, que le certificat de qualification est obligatoire dans toutes les municipalités de plus de cinq mille (5,000) âmes, suivant le dernier recensement du Canada, pour les ouvriers de métiers assujettis au décret numéro 141 du 8 février 1951, relatif à l'industrie des arts graphiques de Québec et du district Tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains les métiers mentionnés dans le décret doit aussi posséder son certificat de qualification.

2. *Registre:* Tout employeur professionnel assujetti aux dispositions du décret numéro 141, du 8 février 1951, relatif à l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, doit tenir un registre dans lequel sont inscrits les noms, âges et adresses de tous les salariés à son emploi, les heures de travail de chaque jour, les heures d'arrivée et de départ du temps régulier et du temps supplémentaires, ainsi que toutes les informations relatives aux taux de salaires et aux heures de travail.

Notice of Approval of By-Laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that special by-laws adopted by the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, have been approved by Order in Council number 228 of March 7, 1951, (part "A") and added to the general by-laws of the said parity committee already approved by Order in Council number 192-A of February 21, 1951, (part "A").

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of this parity committee have been declared obligatory.

Special By-laws

1. *Certificate of competency:* The parity committee decides, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, that the certificate of competency is obligatory in all municipalities of more than five thousand (5,000) souls, according to the last census of Canada, for the trade workers governed by the decree number 141 of February 8, 1951, relating to the graphic arts industry of Quebec and district. Every employer or foreman plying himself the trades mentioned in the decree shall also held a certificate of competency.

2. *Register:* Every professional employer governed by the provisions of the decree number 141 of February 8, 1951, relating to the graphic arts industry of Quebec and district, shall keep a register in which shall be inscribed: the name in full, age and address of all employees in his employ, the hours of work of each day, the starting and finishing time for regular and overtime work, as well as all other information in respect of the rates of wages and the hours of work.

3. *Rapport mensuel:* Le ou avant le 15 de chaque mois, tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 141 du 8 février 1951, relatif a l'industrie, doivent transmettre au comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, un rapport mentionnant le nom, le sexe et le numéro de chaque employé, son adresse, sa classification de métier, le numéro de son certificat de qualification, le taux horaire de son salaire, le nombre d'heures de travail pour chaque semaine (tant au taux régulier qu'au taux et demi et au taux double supplémentaire), le total des gages de la semaine et la cotisation de la semaine.

Ce rapport est fait sur une formule imprimée qui doit être fournie par le comité paritaire à l'employeur sur demande."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 17 mars 1951. 29704-o

3. *Monthly report:* On or before the 15th day or each month, every professional employer governed by the decree number 141 of February 8, 1951, relating to the graphic arts industry of Quebec and district shall transmit to the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District a report giving the name, sex and number of every employee, his address, his trade classification, the number of his certificate of competency, the hourly rate of his wages, the number of hours of work per week (at regular time and a half and double time rates), the total wages of the week and the assessment of the week.

Such report shall be made on a printed form which shall be supplied to the employer by the parity committee upon request".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 17, 1951. 29704-o

Lettres patentes

L'Évêque Catholique Romain de Timmins
The Roman Catholic Bishop of Timmins

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1951, constituant en corporation, "L'Évêque Catholique Romain de Timmins" — "The Roman Catholic Bishop of Timmins".

Le siège social de ladite corporation est situé à Rouyn, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 15 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29705-o JEAN BRUCHÉSI.

Letters Patent

L'Évêque Catholique Romain de Timmins
The Roman Catholic Bishop of Timmins

Notice is hereby given that under the provisions of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76) letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of, Quebec, bearing date the seventh day of March 1951, incorporating: "L'Evêque Catholique Romain de Timmins" — "The Roman Catholic Bishop of Timmins".

The head office of the said corporation will be situate at Rouyn, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29705 Under Secretary of the Province.

Liquidation avis de:

Avis est donné lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compapnie "Hector Investments Limited" tenue à Montréal, le 26 février 1951, une résolution a été dûment adoptée stipulant que la compagnie soit liquidé volontairement et dissoute en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, en même temps, A. G. Mackinnon, 244 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q. a été nommé liquidateur aux fins de liquider les affaires de la compapnie et distribuer son actif.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 mars 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29672 JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice

Notice is hereby given that, at a special general meeting of Shareholders of "Hector Investments Limited" held at Montreal on the 26th February, 1951, a resolution was duly adopted providing that the Company be wound up voluntarily and dissolved under the provisions of the Quebec Winding-up Act, and that, at the same time, A. G. Mackinnon of 244 St. James Street West, Montreal, P.Q., was appointed liquidator for the purpose of winding up the affairs of the Company and of distributing its assets.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29672-o Under-Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, 4 janvier 1951.

M. Jean-Louis Doucet, de la cité de Sillery, avocat et sous-ministre des Affaires municipales: conseil en loi du Roi.

—

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 8 février 1951.

M. Philippe Ferland, membre du Barreau de la province et conseil en loi du Roi, de Montréal: recorder de la ville de Terrebonne.

29703-o

Quebec, January 4, 1951.

Mr. Jean-Louis Doucet, of the City of Sillery, advocate and Deputy Minister of Municipal Affairs: King's Counsel.

—

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, February 8, 1951.

Mr. Philippe Ferland, member of the Bar of the Province, and King's Counsel, of Montreal: to be Recorder of the town of Terrebonne.

29703

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Kamouraska. N° 16948. Cour Supérieure. Alfred Després Inc., demanderesse, vs Baie St-Paul Plywood & Box Mfg. Co. Ltd., Défenderesse, & Alfred Després Inc., opposante afin de conserver.

Vu l'allégation de la déconfiture de la défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse, sont requis de produire leurs réclamations au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Kamouraska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 673 du Code de Procédure civile.

Rivière-du-Loup, le 5 mars 1951.

Le Protonotaire de la C. S., district de Kamouraska,

29615-10-2-o DUGAL & MARQUIS.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska. No. 16948. Superior Court. Alfred Després Inc., plaintiff; vs Baie St-Paul Plywood & Box Mfg., Co. Ltd., defendant; & Alfred Després Inc., opposants for payment.

Seeing the allegation of insolvency of the defendant, the creditors of the said plaintiff, are requested to file their claims at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Kamouraska, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette* pursuant to the provisions of article 673 of the Code of Civil Procedure.

Rivière-du-Loup, March 5, 1951.

DUGAL & MARQUIS,

Prothonotary of the S. C., District of

29615-10-2 Kamouraska.

Sièges sociaux

BARVUE EXTENSION LTD.
(No Personal Liability)

—

Avis est donné que la compagnie "Barvue Extension Ltd." (No Personal Liability) constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 17 février 1951, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 437 ouest, rue St-Jacques, Chambre 302, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24 février 1951.

Le Secrétaire,

29665-o ISABELLE LEMAY.

CANADIAN CORES LIMITED

—

Avis est donné que la compagnie "Canadian Cores Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 28 janvier 1947, et ayant son siège social à 1434 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a transporté à 614 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité.

Daté à Montréal, le 5 mars 1951.

Le Secrétaire,

29666 RALPH C. TEES.

Head Offices

BARVUE EXTENSION LTD.
(No Personal Liability)

—

Notice is hereby given that "Barvue Extension Ltd." (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 17th day of February, 1951, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 437 St. James Street West, Room 302, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Montreal, 14th February, 1951.

ISABELLE LEMAY,

29665-o Secretary.

CANADIAN CORES LIMITED

—

Notice is hereby given that "Canadian Cores Limited" incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 28th day of January, 1947, and having its head office at 1434 St. Catherine Street West, in the City of Montreal, where its office was situated up to today, has moved it to 614 St. James Street West, in the said City.

Dated at Montreal, this 5th day of March, 1951.

RALPH C. TEES,

29666-o Secretary.

Avis est par la présente donné que "Adanac Builders' Mart Inc." incorporé le 1er février 1950 a établi son siège social à Dorval, P.Q.

29664-o HENRI CLÉMENT.

Notice is hereby given that "Adanac Builders6 Mart Inc." incorporated on the 1st of February 1950, has established its head office at Dorval, P.Q.

29664-o HENRI CLÉMENT.

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPALE DE "HART SHIRT LIMITED"

Avis est donné que la compagnie "Hart Shirt Limited" constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 29 janvier 1951, et ayant son bureau principal dans la Cité des Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 2243, 4ième Avenue, en la Cité des Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré comme étant son principal bureau.

Donné aux Trois-Rivières ce 17ième jour de février 1951.

HART SHIRT LIMITED,
Le Président,
29667-o JOS. HART.

NOTICE OF SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF "HART SHIRT LIMITED"

Notice is given that the company "Hart, Shirt Limited", incorporated by letters patent bearing date the 29th of January 1951, and having its head office in the city of Trois-Rivières has established its office at number 2243, 4th Avenue, in the City of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, this 17th day of February, 1951.

HART SHIRT LIMITED,
JOS. HART,
29667 President.

Canada, Province de Quebec, district de Rimouski

HÔTEL DES SEPT ILES LIMITÉE

Avis de la situation du Siège Social de la Compagnie

Avis est donné que la Compagnie "Hôtel des Sept Iles Limitée", constituée en corporation par lettres patentes suivant la Loi des Compagnies de Québec en date du 16 octobre 1950 et ayant son bureau principal dans la ville de Mont-Joli, a établi son siège social au N° 58, Ave de la Gare dans la ville de Mont-Joli.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Donné à Mont-Joli, ce 2 mars 1951.

Le Secrétaire,
'29668-o MAURICE TESSIER.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski

HÔTEL DES SEPT ILES LIMITÉE

Notice of situation of the Company's Head Office.

Notice is given that the company "Hôtel des Sept Iles Limitée" incorporated by letters patent under the Quebec Company's Act, under date of October 16th 1950, and having its head office in the town of Mont-Joli, has established its head office at No. 58 "de la Gare" Ave., in the Town of Mont-Joli.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Mont-Joli, March 2, 1951.

MAURICE TESSIER,
29668 Secretary.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE LA TUQUE FALLS

Règlement Spécial "E" (1951)

Règlement changeant l'endroit du bureau principal de la compagnie.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme Règlement de la Compagnie que l'endroit du bureau principal de la Compagnie est changé de La Tuque Falls à La Tuque, dans la Province de Québec.

Copie certifié véritable du Règlement Spécial "E" (1951) de "La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls", unanimement adopté par les directeurs de la Compagnie à une assemblée tenue le 23 février 1951 et approuvé par le vote de cent pour cent en valeur des actions présentées par les actionnaires présents, en personne ou par procuration, à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer tel Règlement et tenue le 5 mars 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29669-o J. J. HAYES.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE LA TUQUE FALLS

Special By-law "E" (1951)

By-law changing the location of the Head Office.

Be it and it is hereby enacted as a By-law of the Company that the location of the Head Office of the Company is hereby changed from La Tuque Falls to La Tuque, in the Province of Quebec.

Certified true copy of Special By-law "E" (1951) of "La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls" unanimously adopted by the Directors of the Company at a meeting held on February 23rd, 1951, and approved by the vote of one hundred per cent in value of the shares represented by the shareholders present in person or by proxy at a special general meeting called for considering said by-law and held on March 5th, 1951.

J. J. HAYES,
29669-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que la compagnie "Val Royal Transport Ltée" constituée en corporation par lettres-patentes datée du 28 juin 1950 et ayant

Notice is given that the company "Val Royal Transport Ltée", incorporated by letters patent dated June 28, 1950, and having its head office

son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 12050 boulevard Reed.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24 février 1951.

Le Président,
29670-o GUY MORIN.

in the city of Montreal, has established said office at number 12050 Reed Boulevard.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, February 24, 1951.

GUY MORIN,
29670 President.

WADEN INC.

Règlement N° 15

"Que le siège social de la compagnie, ci-devant à Montréal, district de Montréal, province de Québec, soit et il est, par les présentes, transporté à Knowlton, Québec, s/d W. A. Eden."

Vraie copie certifiée, Montréal, quinze février 1951.

Le Président,
29671 GEORGE EDEN.

WADEN INC.

By-law No. 15

"The Head office of the Company heretofore at Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec, be and the same is hereby changed to Knowlton, Quebec, c/o W. A. Eden."

Certified true copy, Montreal, February fifteenth, 1951.

GEORGE EDEN,
29671-o President.

DUPAS METALS LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Dupas Metals Limited" (No Personal Liability) constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 15 février 1951, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 437 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 13 mars 1951.

Le Secrétaire,
29684-o CORDÉLIA LECLERC.

DUPAS METALS LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Dupas Metals Limited" (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 15th day of February, 1951, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 437 St. James Street West, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, March 13th, 1951.

CORDÉLIA LECLERC,
29684-o Secretary.

Avis vous est par les présentes donné que la Compagnie "H. Langevin Lumber Ltée" Ltd. constituée en corporation, par Lettres Patentes émises en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, en date du 20 février, 1951, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 3875 ouest, boulevard Gouin, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27 février 1951.

(Sceau)

H. LANGEVIN LUMBER LTÉE LTD.

Le Président,
29685-o HÉLIODORE LANGEVIN

Notice is hereby given that the "H. Langevin Lumber Ltée" Ltd., company incorporated by Letters Patents issued under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 20th day of February 1951, and having its head office in the City of Montreal, district of Montreal, has established its office at number 3875 Gouin Boulevard West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th of February, 1951.

(Seal)

H. LANGEVIN LUMBER LTÉE Ltd.

HÉLIODORE LANGEVIN,
29685-o President.

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1950 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 est, rue

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1950, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto,

King, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le dixième jour de mai 1951, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 16 février 1951.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
K. COPEMAN.

29546-8-6

Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the tenth day of May, 1951, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 16th, 1951

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
K. COPEMAN,
Superintendent.

29546-8-6-o

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, N° 68 (1948), Cour Supérieur (En faillite). Dans l'affaire de: Alfred Marion, "Joliette Beef Supply, "500 rue Dollard, Joliette, Qué cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

"Certains terrains situés en la Cité de Joliette, connus et désignés sous les lots numéros deux cent soixante, deux cent soixante un, deux cent soixante-deux et deux cent soixante douze, de la subdivision du numéro cinq cent quarante-un (541-260, 261, 262 et 272) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Joliette, avec bâtisses dessus érigées, portant le N° 500 rue Dollard et toutes les machines installées dans les bâtisses devenues immeubles".

Seront vendus à l'enchère publique en vertu, d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite rendu le 20 novembre 1950, suivant les dispositions de la Loi de Faillite, art. 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, au bureau du Shérif, district de Joliette, Palais de Justice, à Joliette, le NEUF AVRIL 1951, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: comptant.

Pour informations et cahier des charges s'adresser aux soussignés.

Montréal, le 26 février 1951.

Les Syndics conjoints,
J.-RAOUL LABELLE,
152-est, rue Notre-Dame,
Montréal.
PAUL JOLICOEUR,
608 rue Richard,
Joliette, Qué.

29578-9-2-o

Dans l'affaire de la faillite de: Adélard Dubois, garagiste, Princeville.

Avis est, par le présent donné que MERCREDI, le ONZE AVRIL prochain 1951, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de St. Eusèbe de Stanfold, à Princeville sera vendu à l'enchère publique l'immeuble suivant:

Ce terrain ou emplacement situé côté Sud-Est de la rue St. Louis au village de Princeville, contenant soixante pieds de largeur en avant à la rue, soixante et cinq pieds de largeur en arrière, sur cent pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel pour le village de Princeville, sous partie du numéro trente et un (Ptie N° 31). Borné en front au nord-ouest à la rue St. Louis, en arrière et des deux côtés à Fernando Thibaudeau, le dit emplacement à prendre à soixante deux pieds de la ligne du terrain de Pierre Vigneau, en arrière à la profondeur à trente cinq pieds du garage ou entrepôt actuel appartenant à Fernando Thibeaudeau, ensemble avec la bâtisse dessus érigés étant un garage.

Sales — Bankcrupcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, No. 68 (1948), Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of: Alfred Marion "Joliette Beef Supply" 500 Dollard Street, Joliette, Quebec., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immovables designated as follows:

"Certain lots of land situate in the city of Joliette, known and designated under lots numbers two hundred and sixty, two hundred and sixty-one, two hundred and sixty-two and two hundred and seventy-two of the subdivision, of number five hundred and forty-one (541,-260 261, 262 and 272) of the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette—with buildings thereon erected, bearing No. 500 Dollard Street and all the machines installed in the buildings having become immovable."

To be sold by public auction in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division rendered on November 20, 1950, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, sect. 45 and following, so that the said sale shall have the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office, district of Joliette, at the Court House, Joliette, on the NINTH of APRIL, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: Cash.

For information and list of charges apply to the undersigned.

Montreal, February 26, 1951.

J. RAOUL LABELLE,
152 Notre-Dame Street East,
Montreal.
PAUL JOLICOEUR,
608 rue Richard,
Joliette, Qué.
Joint Trustees.

29578-9-2

In the matter of the bankruptcy of Adélard Dubois, garage operator, Princeville.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of APRIL, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of St. Eusèbe of Stanfold, at Princeville, will be sold at public auction the following immoveable:

That certain piece of land or emplacement situate on the South-East side of St. Louis Street, in the Village of Princeville measuring sixty feet wide in front by sixty five feet, wide in rear by one hundred feet in depth, and known and designated on the official cadastre for the said village of Princeville as being part of lot number thirty one (Pt. No. 31); bounded in front to the North West by St. Louis Street, in rear and on both sides by Fernando Thibaudeau said emplacement to be taken at sixty two feet distant of the emplacement belonging to Pierre Vigneau and in rear at the depth at thirty five feet from the garage or store house belonging to Fernando Thibaudeau.

Cette vente est faite en conformité à l'art. 55 de la loi de faillite (1949) et aura l'effet du décret.

Conditions de vente: argent comptant.

Pour plus de renseignements s'adresser au soussigné.

Princeville, Qué., 5 mars 1951.

Le Syndic,
B. FEENEY.

29641-10-2-o

Said sale is thus made pursuant to art. 55 of the Bankruptcy Act (1949), and will have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of Sale: Cash.

For further information, apply to the undersigned.

Princeville, Que., March 5, 1951.

B. FEENEY,
Trustee.

29641-10-2-o

Ventes par licitations

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 290–151. Cour Supérieure, non sommaire. Joseph Henri DeLabarre, demandeur, vs Georges Lavallée, defendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, et rendu le 25 janvier 1951, dans une cause portant le N° 290–151 de ladite Cour, dans laquelle Joseph Henri DeLabarre, assureur conseil, domicilié et résidant dans les cité et district de Montréal et demeurant au N° 3752 Queen Mary Road, est demandeur, et Georges Lavallée, des cité et district de Montréal, et demeurant au N° 3547 de la rue Université, est défendeur, la licitation de l'immeuble désigné ci-après et comme suit a été ordonnée, savoir:

"Un emplacement situé sur la rue Université, formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du quartier Saint-Antoine, comme le lot Mille Huit cent vingt-trois et particulièrement connu au plan de subdivision dudit lot originaire comme subdivision un (1823-1), à Montréal; avec bâtisses dessus érigées et ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, portant le N° civique 3547 de ladite rue "Université."

Ledit emplacement et les bâtisses qui y sont construites ainsi que les dépendances et tous autres droits attachés audit emplacement, seront vendus par mise aux enchères et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le ONZE AVRIL 1951, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, Cour tenante, au Palais de Justice, à Montréal dans la salle d'audience N° 31, ou dans toute autre salle désignée par le Juge ou par le Protonotaire, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; toute opposition à fin d'annuler à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les parties intéressées de déposer lesdits délais, elles seront forcloses du droit de le faire.

Tout enchérisseur devra, avant d'être admis à faire une offre ou une enchère, faire un dépôt de $2,000.00.

Montréal, ce 23 février 1951.

Les Procureurs du demandeur,
PATENAUDE, PATENAUDE,
TRAHAN & HODGE.

159 ouest, rue Craig,
chambre 601-608,
Montréal 1, Qué.

29635-10-2-o

Sales by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 290-151. Superior Court. Joseph Henri DeLabarre, plaintiff, vs Georges Lavallée, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of judgment rendered by Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered on January 25th, 1951, in a case bearing No. 290-151 of the said Court, in which Joseph Henri DeLabarre, counselling insurer, of the city and district of Montreal, domiciled at 3752 Queen Mary Road, is plaintiff, and Georges Lavallée, of the city and district of Montreal, domiciled at 3547 University Street, is defendant, the licitation of the following immovable has been ordered:

"An immovable situated on University Street, forming part of the lot known and designated on the plan and the book of reference of St. Antoine ward as the lot One Thousand Eight Hundred and Twenty-Three and particularly known on the plan of the subdivision of said original lot as sub-division One (1823-1), in Montreal; with buildings thereon erected and as the whole is presently with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable, bearing civic No. 3547 of University Street".

Said immovable and the buildings thereon erected and the dependencies and all other rights attached to the said immovable will be sold by auction to the highest and last bidder on WEDNESDAY, the ELEVENTH of APRIL 1951, at TEN-THIRTY A.M., in the forenoon, the Court being in session in the Court House at Montreal, in Court Room No. 31, or in any other room désignated by the Judge, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the interested parties, to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $2,000.00 will be exacted from each and every bidder before accepting this offer or bid.

Montreal, February 23rd, 1951.

PATENAUDE, PATENAUDE,
TRAHAN & HODGE,
Attorneys for Plaintiff.

159 Craig Street West,
Room 601-608,
Montreal, 1, Que.

29635-10-2-o

AVIS DE LICITATION

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 292281.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Edouard Tellier, siégeant à la Cour Supérieure, le 22 janvier 1951, dans une cause où Ernest Russell Cameron, statisticien, et Bryce Cameron, gentilhomme, tous deux de la cité de Montréal, personnellement et en leur qualité de co-exécuteurs et co-fiduciaires de la Succession de feue Dame Eliza Ross, sont demandeurs, et Dame Alice Cameron, épouse de Albert Wale, de la Cité de Montréal, et le dit Albert Wale aux fins d'autoriser sa dite épouse, et Wallace Cameron, gentilhomme, de la Cité de Montréal, sont défendeurs, la licitation a été ordonnée des immeubles suivants, savoir:

a) "Un emplacement ayant front sur la rue Dumarais, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-neuf originaire (339) sur le plan officiel et au livre de renvoi du Quartier St-Louis de la Cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et six pouces de largeur par cinquante-quatre pieds et six pouces de profondeur avec droit à perpétuité du passage qui longe le dit lot de terre sur toute sa profondeur et est commun à tous propriétaires du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342) sur le plan officiel et au livre de renvoi. Avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro 160 à 166, inclusivement, de la rue Dumarais, avec toutes servitudes active et passive attachées à la dite propriété;

b) Un emplacement ayant front sur la rue de Bullion, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quarante originaire (340) sur le plan officiel et au livre de renvoi du Quartier St-Louis de la Cité de Montréal, contenant soixante-quinze pieds et quatre pouces de largeur par quarante-et-un pieds et quatre pouces de profondeur, le tout en mesure française plus ou moins, bornée en front par la rue de Bullion sur un côté; vers le nord-ouest par la rue Dumarais; et de l'autre côté vers le sud-est par le lot originaire numéro trois cent quarante-et-un (341) sur le dit plan officiel et au livre de renvoi; et en arrière en partie par une ruelle et en partie par le lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342) sur le dit plan officiel et au livre de renvoi, avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro 1161 à 1173, inclusivement, de la rue de Bullion."

Les immeubles susdésignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1951, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la Salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre Salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet à charges, clauses et conditions mentionnés dans le cahier des charges qui sera déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au même Greffe du Protonotaire, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 292281.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Edouard Tellier, sitting in the Superior Court, on the 22nd day of January 1951, in a case wherein Ernest Russell Cameron, statistian, and Bryce Cameron, gentleman, both of the City of Montreal, personnally and in their quality as co-executors and cotrustres of the Estate of the late Dame Eliza Ross, are Plaintiffs, and Dame Alice Cameron, wife of Albert Wale, of the City of Montreal, and the said Albert Wale for the purpose of authorizing his said wife, and Wallace Cameron, gentleman, of the City of Montreal, are Defendants, the licitation of the following immoveables was ordered, to wit:

a) "A lot of land fronting on Dumarais Street, in the City of Montreal, known and designated as original lot number three hundred and thirty-nine (339) on the official plan and in the book of reference of St. Louis Ward of the City of Montreal, containing forty-two feet six inches in width by fifty-four feet six inches in depth the whit right in perpetuity of passage which runs the full depth of said lot of land and is common to all proprietors of original lot number three hundred and forty-two (342) on the said official plan and in the book of reference with the buildings thereon erected, bearing civic number 160 to 166, both inclusive of Dumarais Street, with all servitudes active and passive attached to the said property.

b) That certain lot of land fronting on de Bullion Street in the City of Montreal, known and designated as original lot number three hundred and forty (340) on the official plan and in the book of reference of St. Louis Ward of the City of Montreal, containing seventy-five feet and four inches in front by forty-one feet and four inches in depth, the whole French measure more or less, bounded in front by de Bullion Street on one side to the northwest by Dumarais Street and on the other side to the southeast by original lot number three hundred and forty-one (341) on the said official plan and in the book of reference and in rear partly by a lane and partly by original lot number three hundred and forty-two (342) on said official plan and in the book of reference with the buildings thereon erected bearing civic number 1161 to 1173, both inclusive, on the Bullion Street."

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1951, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31 of the Court House, at Montreal, or in any other Court Room to which the interested parties may be referred, the whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Un dépôt de $3,000.00 devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, le 12 mars 1951.

Les Procureurs des demandeurs,
MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN.

29688-11-2-o

A deposit of $3,000. to be made to the officer in charge of the sale, by each and every bidder at the time of his bid.

Montreal, March 12th, 1951.

MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN,
Attorneys for Plaintiffs.

29688-11-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, District de Joliette, N° 9703 } JOSUE ROBERT, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, demandeur, contre ROMÉO GODON, de la municipalité du canton Lussier, paroisse de St-Donat, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit, savoir:

Un emplacement situé dans le canton Lussier, paroisse de St-Donat, comté de Montcalm, district de Joliette, Québec, lequel, mesurant soixante-dix pieds (70 pds) de largeur par cent quatre-vingt-douze (192 pds) de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro vingt (No. P. 20) du troisième rang du canton Lussier, d'après le cadastre dudit canton; ce morceau de terre est borné comme suit: en front au sud-ouest par le Chemin Coutu et route 18, en arrière et du côté sud-est par Robert Godon, et de l'autre côté au nord-ouest par Oréance Perreault, le tout avec les constructions y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Donat, en la municipalité du canton Lussier, district de Joliette, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
ROLAND PERRAULT.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 19 février 1951. 29544-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

PONTIAC

Cour de Magistrat—District de Pontiac

Canada, Province de Québec, Pontiac. N° 5296 } GEORGE MacGOWAN marchand de bestiaux, de l'endroit appelé Havelock, comté de Peterborough, province d'Ontario, demandeur, vs GILBERT DUNN, de l'endroit appelé Centre Demers, district de Pontiac, défendeur. PAUL MARTINEAU, avocat, Campbell's Bay, P.Q., mis-en-cause.

Le lot N° quatorze (14) du rang N° IV des plan et livre de renvoi officiels du canton de l'Ile-aux-Allumettes, district de Pontiac, avec ensemble tous les membres et appartenances y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, MAR-

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Province of Quebec District of Joliette, No. 9703 } JOSUE ROBERT, retired of the city and district of Montreal, plaintiff; against ROMÉO GODON, of the municipality of the township of Lussier, parish of St-Donat, district of Joliette, defendant.

As belonging to and being in the possession of the defendant, the immovable hereinafter mentioned and described, to wit:

An emplacement situate in the township of Lussier, parish of St-Donat, county of Montcalm, district of Joliette, Quebec, the said emplacement measuring seventy feet (70 feet) in width by one hundred and ninety-two (192 feet) in depth, English measure, more or less, known and designated as being a part of the lot of land number twenty (Pt. No. 20) of the third range of the township Lussier, according to the cadastre for the said township. The said parcel of land being bounded as follows: in front, to the southwest, by the Coutu road and Highway 18, in rear and on the southeast side by Robert Godon, and on the other side to the northwest by Oréance Perreault, the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Donat, in the municipality of the Township Lussier, district of Joliette, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 19, 1951. 29544-8-2
[First insertion: February 24, 1951]

PONTIAC

Magistrate's Court—District of Pontiac

Canada, Province of Quebec, Pontiac, No. 5296 } GEORGE MacGOWAN cattle dealer, of the place called Havelock, in the county of Peterborough, in the Province of Ontario, plaintiff, vs GILBERT DUNN, of the place called Demers Centre, in the District of Pontiac, defendant. PAUL MARTINEAU, Advocate, Campbell's Bay, P. Q., distracting for costs.

Lot No. fourteen (14) of Range No. IV, of the Official Plan and Book of Reference of the Township of Allumettes Island, in the District of Pontiac, together with all members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in Campbell's Bay, on

DI, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, P.Q., 12 mars 1951.
29689-11-2
[Première insertion: 17 mars 1951]

TUESDAY the SEVENTEENTH day of APRIL, 1951, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, P.Q., March 12th, 1951.
29689-11-2-o
[First insertion: March 17, 1951]

QUÉBEC

Fieri Facias

Montréal, à savoir: N° 275912 } CHARLES D. BAUM, marchand, des cité et district de Montréal, vs ERNEST LEFAIVRE, des cité et district de Québec et DAVID GROBSTEIN, des cité et district de Montréal, en leur qualité de syndics conjoints en matière de faillite de St-Casimir Lumber & Manufacturing Co., un corps politique et incorporé ayant son siège social en les cité et district de Montréal, (lesdits terrains et appartenances étant aux mains de M. Lucien Laberge, des cité et district de Montréal, nommé curateur desdits terrains et appartenances en date du 21 février 1951) à savoir:

Une partie du lot N° 63 (soixante-trois) du cadastre officiel de la paroisse de St-Casimir, comté de Portneuf, étant un emplacement situé le long de la rive sud de la rivière Ste-Anne, contenant une longueur de trois arpents par une largeur d'un arpent plus ou moins,, et étant borné en front et en arrière par Honoré Douville ou représentants, vers le nord-est par la clôture du passage appartenant audit Honoré Douville ou représentants et vers le sud-ouest par Casimir Toutant ou représentants et ledit emplacement étant borné dans sa profondeur par un fossé, lequel dit fossé est le quatrième partant du chemin public sur ledit lot originaire. Et avec tous ses droits dans et conduisant à un passage de douze pieds de largeur le long de la maison dudit Honoré Douville ou représentants pour communiquer, s'il est nécessaire ou urgent, dudit chemin public audit emplacement vendu et vice-versa.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Casimir, comté de Portneuf, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.
Bureau du Shérif,
Québec, 14 mars 1951. 29699-11-2
[Première insertion: 17 mars 1951]
[Seconde insertion: 31 mars 1951]

QUEBEC

Fieri Facias

Montreal, to wit: No. 275912 } CHARLES D. BAUM, merchant, of the city and district of Montreal; contre ERNEST LEFAIVRE, of the city and district of Quebec, and DAVID GROBSTEIN, of the city and district of Montreal, in their capacity as Joint Trustees in Bankruptcy of St-Casimir Lumber & Manufacturing Co., Ltd., a body politic and corporate, (said lands and tenements being in the hands of Mr. Lucien Laberge, of the city and district of Montreal, appointed Curator to said lands and tenements on February 21st 1951) to wit:

Part of lot No. 63 (sixty-three) on the official cadastre for the parish of St-Casimir, county of Portneuf, being an emplacement situated along the south side of the Ste-Anne river, containing a lenght of three arpents by a width of one arpent, more or less, and being bounded in front and in rear, by Honoré Douville or representatives towards the north-east by the fence of the passageway belcnging to the said Honoré Douville or representatives, and towards the south-west by Casimir Toutant or representatives and said emplacement being bounded in its depth by a ditch, which said ditch is the fourth one starting from the Public road, in said original lot. And with all its rights in and to a passageway, twelve feet wide, along the house of the said Honoré Douville or representatives, to communicate when necessary or expedient, from the said public road to the said sold emplacement and vice-versa.

To be sold at the parochial church door of St-Casimir, county of Portneuf, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, March 14th, 1951. 29699-11-2-o
[First insertion: March 17th, 1951]
[Second insertion: March 31st, 1951]

Fieri Facias
Cour Supérieure

Québec, à savoir: N° 60,702 } G. ALBERT FORTIN, gérant de banque, domicilié à 57 rue Fraser, Québec, vs VICTOR PLAMONDON, constructeur, domicilié à 1246 rue St-Vallier, Québec, à savoir:

Les subdivisions Nos 2, 3 et 6 (deux, trois et six) du lot N° 2342 (deux mille trois cent quarante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des lots de terre situés sur la rue Verdun, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 28 février 1951. 29596-9-2-o
[Première insertion: 3 mars 1951]
[Seconde insertion: 17 mars 1951]

Fieri Facias
Superior Court

Quebec, to wit: No. 60,702. } G. ALBERT FORTIN, bank manager, domiciled at 57 Fraser Street, Quebec; vs VICTOR PLAMONDON, builder, domiciled at 1246 St-Vallier Street, Quebec, to wit:

Subdivisions Nos. 2, 3 and 6 (two, three and six) of lot No. 2342 (two thousand three hundred and forty-two) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being lots of land situate on Verdun Street, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 28, 1951. 29596-9-2
[First insertion: March 3, 1951]
[Second insertion: March 17, 1951]

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: N° 806/48 — LA CITÉ DE QUÉBEC; contre EUGÈNE GARNEAU, autrefois de la cité de Québec, et actuellement de St-Elzéar, comté de Laval, dans le district judiciaire de Montréal, à savoir:

Le lot N° 1547 (mille cinq cent quarante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue St-Bonaventure, contenant en superficie 2,748 pieds, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de $6.00 payable le 29 juin de chaque année à la Communauté de l'Hôtel-Dieu de Québec. Cette vente est faite sujette aux taxes arriérés consolidées à échoir qui continueront de grever le dit immeuble en faveur de la Cité de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 14 mars 1951. 29700-11-2-o

[Première insertion: 17 mars 1951]
[Seconde insertion: 31 mars 1951]

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: No. 806/48 — THE CITY OF QUEBEC; against EUGÈNE GARNEAU, heretofore of the city of Quebec, and actually of St-Elzéar, county of Laval, in the judicial district of Montreal, to wit:

Lot No. 1547 (one thousand five hundred and forty-seven) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on St-Bonaventure street, containing 2,748 feet in superficial area, English measure — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $6.00 payable on June 29 of each year to the Community of "L'Hôtel-Dieu de Québec". This sale is made subject to consolidated arrears of taxes becoming due which shall continue to encumber the said immovable in favor of the City of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, March 14, 1951. 29700-11-2

[First insertion: March 17, 1951]
[Second insertion: March 31, 1951]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 59776 — JOSEPH LAHOUD, commerçant, de la cité de Québec; contre B. E. BARAKATT, de la cité de Québec, à savoir:

1. Les subdivisions Nos 284 et 285 (deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq) du lot N° 508 (cinq cent-huit) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 3ème Avenue, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire de la dite subdivision N° 284 une lisière de terrain, mesurant deux pieds de front sur toute la profondeur de la dite subdivision, cédée par The Quebec Land Company à Odias Brochu, de Québec, aux termes d'un acte de convention passé devant le notaire Charles Delagrave, le 30 mai 1924 et enregistré sous le N° 192817.

La mitoyennetē dans tout le mur du solage de la construction qui se trouve actuellement érigée sur ladite lisière de terrain de deux pieds de la dite subdivision N° 284, avec droit d'asseoir sur le solage et d'appuyer sur le pan de la dite construction au-dessus et en retrait du solage toute bâtisse qui pourrait être érigée à l'avenir, et ce, sans frais, le tout tel que mentionné à l'acte de conventions précité et enregistré sous le N° 192817.

Tous droits que le dit défendeur peut avoir ou prétendre dans la construction faite en sous-sol sous le trottoir en face de sa propriété ci-dessus décrite, côté est de la 3ième Avenue, Limoilou, ainsi que dans l'escalier donnant accès au sous-sol de la dite propriété, lesquels constructions et escalier se trouvent situés sur la lisière de terrain existant entre l'alignement est de la 3ième Avenue et l'alignement de la dite propriété, les dites constructions et escalier faites conformément à l'autorisation consentie à ces fins par la Cité de Québec suivant acte passé devant Me Charles Delagrave, notaire, en date du 13 juin 1945, sous le N° notarié 19458.

2. Le lot N° 173 (cent soixante-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, étant une terre située

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 59776 — JOSEPH LAHOUD, trader, of the city of Quebec; against B. E. BARAKATT, of the city of Quebec, to wit:

1. Subdivisions Nos. 284 and 285 (two hundred and eighty-four and two hundred and eighty-five) of lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for St-Roch Nord, now Limoilou ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on 3rd Avenue with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from said subdivisions No. 284, a strip of land measuring two feet in front by the whole depth of the said subdivision, ceded by the Quebec Land Company to Odias Brochu, of Quebec, as per terms of a deed of agreement passed before Charles Delagrave, notary, on May 30, 1924, and registered under No. 192817.

Joint ownership (mitoyenneté) in the whole of the foundation wall of the building actually erected on the said strip of land of two feet of said subdivision No. 284, with right to place on the foundation and to lean on the wall of the said construction above and recessed from the foundation, any building which may be erected in future, and such without cost, the whole as mentioned in the deed of agreement aforesaid, and registered under No. 192817.

All the rights which the defendant has or may have in the construction made under-ground, under the sidewalk facing its property hereinabove described, east side of 3rd Avenue, Limoilou, and also in the stairway giving access to the under-ground of said property, said buildings and stairway being situate on the strip of land existing between the east line of 3rd Avenue and the line of the said property, said constructions and stairway made in conformity with the authorization consented for such purposes by the city of Quebec, as per deed passed before Me Charles Delagrave, notary, dated June 13, 1945, under Notarial No. 19458.

2. Lot No. 173 (one hundred and seventy-three) of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, being

sur l'avenue Royale, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire la partie vendue au chemin de fer Quebec-Montmorency ainsi que les parties vendues à Sa Majesté le Roi, tant pour l'élargissement de l'ancien chemin du Roi que pour la construction du nouveau chemin en bordure du Fleuve St-Laurent.

Pour être vendu les lots en premier lieu décrits à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et le lot en deuxième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de l'Ange Gardien, comté de Montmorency, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 14 mars 1951. 29701-11-2-o
[Première insertion: 17 mars 1951]
[Seconde insertion: 31 mars 1951]

a farm situate on "Royale" Avenue,—with building thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted the part sold to the Quebec-Montmorency Railway, and also the parts sold to His Majesty the King, both for the widening of the old King's highway and for the building of the new road bordering the St. Lawrence River.

To be sold, the lots firstly described, at my office in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly described at the parochial church door of L'Ange Gardien, county of Montmorency, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, March 14, 1951. 29701-11-2
[First insertion: March 17, 1951]
[Second insertion: March 31, 1951]

SAGUENAY

Bref d'exécution générale

Canada, Province de Québec, District de Saguenay N° 7485. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, corps politique et incorporé ayant son siège à Québec, vs, GEORGES TREMBLAY, de St-Urbain, comté de Charlevoix, défendeur et ROGER DUFOUR en sa qualité de Régistrateur de la division d'enregistrement, N°2 du comté de Charlevoix.

Une terre connue et désignée sous le lot numéro cent, (100) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Urbain, rang de la décharge, mesurant deux arpents de front sur trente-deux arpents de profondeur, plus ou moins, borné vers le Nord-Ouest par la rivière du Gouffre vers le Sud-Est par le rang Du Tremblay, vers le Sud-Ouest par la terre de Hermel Tremblay et au Nord-est par celle de Jos Lajoie, avec bâtisses et dépendances dessus érigées sous réserve en faveur de Joseph Danais du droit d'eau et d'écluse dans la rivière du Gouffre traversant cette terre.

Une autre terre mesurant soixante acres en superficie plus ou moins connue et désignée sous le lot primitif huit, dans le neuvième rang du township de De Salles, et portant le N° 20 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de De Salles, avec bâtisses dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Urbain, LUNDI le VINGT-TROIS AVRIL 1951 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.
La Malbaie, le 9 mars 1951.
[Première insertion: 17 mars 1951]

SAGUENAY

Writ of General Execution

Canada, Province of Quebec, District of Saguenay No. 7485 THE QUEBEC FARM LOAN BOARD, plaintiff; a body politic and corporate having its head office in Quebec; vs GEORGES TREMBLAY, of St-Urbain, county of Charlevoix, defendant; and ROGER DUFOUR in his quality of Registrar of the Registration Division, No. 2, of the county of Charlevoix.

A farm known and designated as lot number one hundred (100), on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Urbain, in the "Décharge" range, measuring two arpents, in front by thirty-two arpents in depth more or less, bounded on the northwest by the "Du Gouffre" river, on the south-east by the "Du Tremblay" range, on the southwest by the land of Hermel Tremblay and on the northeast by that of Jos Lajoie—with buildings and dependencies thereon erected, under reserve in favour of Joseph Danais of the right to the water and to the dam in and on the "Du Gouffre" river crossing the said farm.

Another farm measuring sixty acres in superficial area, more or less, known and designated as primitive lot eight, in the ninth range of the Township De Salles, and bearing No. 20 on the official cadastral plan and in the book of reference of De Salles—with buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of St-Urbain, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff's Office, Shériff.
La Malbaie, March 9, 1951.
[First insertion: March 17, 1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour du Magistrat, District de Saint-Hyacinthe, N° 13060. H. LETOURNEAU LIMITÉE, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son siège social et bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs LIONEL BOUSQUET, gardien, autrefois de Douville, maintenant de Saint-Hyacinthe, dans ledit district;

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court, District of Saint-Hyacinthe, No. 13060. H. LETOURNEAU LIMITÉE, a body politic and corporate, legally incorporated, having its head office and business office in the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs LIONEL BOUSQUET, warden, heretofore of Douville, now of Saint-Hyacinthe, in said district.

Saisi comme appartenantan défendeur:

Un emplacement situé en la paroisse de Douville, faisant partie du lot numéro onze cent sept (ptie 1107) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hynacinthe, mesurant soixante-quinze pieds anglais de front (75) sur la profondeur qu'il y a entre le chemin de front, tel qu'il doit être incessamment élargi, et la rivière Yamaska; limité au front par le chemin public longeant ladite rivière; à la profondeur, par ladite rivière Yamaska; du côte sud-ouest, par une autre partie dudit lot appartenant à Gaston Chenette; et du côté nord-est, par une autre partie dudit lot appartenant à M. M. Gauthier. Avec les bâtisses et immeubles y dessus érigés.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le MERCREDI, DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1951, à DIX hres et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
St-Hyacinthe, le 14 mars 1951. 29702-11-2-o
[Première insertion: 17 mars 1951]

Seized as belonging to the defendant:

An emplacement situate in the parish of Douville, forming part of lot number eleven hundred and seven (Pt. 1107) on the official cadastre for the parish of Saint-Hyacinthe, masuring seventy-five feet, English measure, in front (75) by the depth existing between the front road, such as to be presently widened, and the Yamaska River; bounded in front by the public road, bordering the said river; on the depth by said Yamaska River; on the southwest side, by another part of said lot belonging to Gaston Chenette; and on the northeast side, by another part of said lot belonging to M. M. Gauthier — with the buildings and immovables thereon erected.

To be sold at my office, at the Court House, in the city and district of Saint-Hyacinthe, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1951, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

R. BOURSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, March 14, 1951. 29702-11-2
[First insertion: March 17, 1951]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Terrebonne, N° 20,537 — ALBERT CRAIG, commerçant de la cité de St-Jérôme, demandeur, vs ALCIDE BERTRAND, de St-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur.

"Le lot N° 284 "A", subdivision 89, du cadastre de la ville de Saint-Jérôme avec bâtisses dessus érigées. La vente devra se faire à la charge suivante: hypothèque de $250.00 plus intérêts à 6% pour 5 ans et les intérêts de l'année courante, en faveur de Lucien Parent, 391 Blbe Melançon, St-Jérôme, district de Terrebonne."

Pour être vendu au Bureau du Shérif dans la cité de Saint-Jérôme, MERCREDI, le 28ième jour de MARS 1951 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 19 février 1951. 29550-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Terrebonne, No. 20,537. — ALBERT CRAIG, merchant of the city of St. Jerome, plaintiff, vs ALCIDE BERTRAND, of St. Jerome, district of Terrebonne, defendant.

"The lot No. 284A subdivision 89 of the cadastre of the town of St. Jerome with buildings thereon erected. The sale will take place subject to the following charge: hypothec for $250.00 plus interest at 6% for 5 years and interest for the present year in favor of Lucien Parent, 391 Blvd Melançon, of St. Jerome, district of Terrebonne."

To be sold at Sheriff's office in the city of St. Jerome on WEDNESDAY, MARCH the 28th, 1951, at 10 o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, February the 19th, 1951. 29550-8-2-o
[First insertion: February 24, 1951]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No. 290655 — PHILIPPE POTVIN ET LOUIS POTVIN, tous deux de Nomininque, distict de Montcalm, tous deux faisant affaires ensemble comme commerçant de bois et marchand-général, sous le nom et la raison sociale de P. E. POTVIN & CIE, vs ANDRÉ BRAULT, THOMAS EDWARD, des cité et district de Montréal, et J. ERNEST TREMBLAY, de Laurel, district de Terrebonne, tous trois faisant affaires ensemble comme marchands de bois sous le nom et la raison sociale de Laurel Lumber Reg'd et ayant élu domicile à Montréal, district de Montréal, défendeurs.

"Un certain immeuble situé à Laurel, comté d'Argenteuil, étant la partie sud du lot primitif numéro dix-neuf (19) du rang onze (11) de canton Wentworth, y compris la réserve des trois chaines en bordure des Lacs Kelly et de l'Ile-de-Pierre, distraction faite de la partie dans le Lac-de-Pierre limitée au nord par un droit de passage pour aqueduc, faisant partie du lot N° dix-neuf (19) du rang onze (11) du canton de

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 290655 — PHILIPPE POTVIN AND LOUIS POTVIN both of Nomininque district of Montcalm, and there doing business together as lumber dealer and general merchant, under the firm name of P. E. POTVIN & CO., plaintiffs, vs ANDRÉ BRAULT AND THOMAS EDWARD of the city and district of Montreal, and J. ERNEST TREMBLAY of Laurel, district of Terrebonne doing business together as lumber dealers under the social name of Laurel Lumber Reg'd and having elected domicile at Montreal, district of Montreal, defendants.

"A certain immoveable situated at Laurel county of Argenteuil being the south part of original lot number nineteen (19) of eleventh range of Wentworth Township including the 3 chains alongside Kelly and Ile-de-Pierre Lakes less that part of the lot situated in Lac-de-Pierre Limited north by a right of way for an aqueduc, being part of lot 19 of the eleventh Range of Wentworth Township and containing

Wentworth, une superficie de quatre-vingt-quatorze acres et une demie, plus ou moins, tel que le tout se trouve actuellement sans bâtisse.

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice dans la ville de Sain-Jérôme, le MERcredi DIX-HUIT AVRIL 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St. Jérôme, le 12 mars 1951. 29690-11-2-o
[Première insertion: 17 mars 1951]

an area of ninety-four acres and a half more or less, without building.

To be sold at my office at Justice Palace in the town of St-Jérôme on WEDNESDAY APRIL EIGHTEENTH, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérome, 12th of March, 1951. 29690-11-2-o
(First insertion: March 17, 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 11672

JOSEPH GAGNON, commerçant de la ville de Louiseville, district de Trois-Rivières, demandeur, vs OZA LATERREUR, autrefois de St-Léon, et maintenant domicilié au numéro 1633 rue De La Roche, cité et district de Montréal, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de St-Léon, Concession Barthélémy, connue et désignée sous les numéros cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit et cinq cent cinquante-neuf (557, 558 et 559) aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, contenant environ quatre-vingt-deux arpents en superficie, avec maison et autres bâtisses érigées; mais à distraire dudit lot 557 une partie vendue au Ministère de la Voirie.

2. Une autre terre située en la même paroisse, même concession connue et désignée comme faisant partie du numéro cinq cent cinquante-six (p556), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Léon, contenant environ quarante-quatre arpents en superficie; bornée à un bout par le cordon des terres de Beaupré, à l'autre bout par la terre de Welly Lacoursière, tenant d'un côté à la route Ste-Ursule et de l'autre côté à la terre de Narcisse Bergeron.

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de St-Léon, comté de Maskinongé, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS, mil neuf cent cinquante et un, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 21 février 1951. 29558-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 11672

JOSEPH GAGNON, trader of the town of Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs OZA LATERREUR, heretofore of St-Léon, and now domiciled at 1633 de la Roche Street, city and district of Montreal, defendant.

1. A farm situate in the parish of St-Léon, Barthélémy Comcession, known and designated under numbers five hundred and fifty-seven, five hundred and fifty-eight and five hundred and fifty-nine (557, 558 and 559) on the official plan and in the book of reference for the said parish, containing about eighty two arpents in superficial area, with a house and other buildings erected; but, to be deducted from said lot 557 a part sold to the Department of Roads.

2. Another farm situate in the same parish, same concession, known and designated as forming part of number five hundred anf fifty-six (Pt. 556) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Léon, containing about forty-four arpents in superficial area; bounded at one end by the line (cordon) of the Beaupré lands, at the other end by the farm of Welly Lacoursière, adjoining, on one side, the Ste-Ursule by-road, and on the other side the farm of Narcisse Bergeron.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Léon, county of Maskinongé, on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, nineteen hundred and fifty-one, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 21, 1951 29558-8-2
[First insertion: February 24, 1951]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 11

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

229, section "A" — Établissements commerciaux de Windsor 946
229, section "B" — Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe 947
230, section "A" — Industrie de la robe dans la province de Québec 937
230, section "B" — Industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest *et al* 938
231 — Employés de garage dans la cité de Sherbrooke 940

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ORDERS IN COUNCIL:

229, part "A" — Commercial establishments of Windsor 946
229, part "B" — Religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe 947
230, part "A" — Dress industry in the Province of Quebec 937
230, part "B" — Construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West *et al* 938
231 — Garage employees in the city of Sherbrooke 940

ASSEMBLÉE:

The Canada & Gulf Terminal Railway Company. 937

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 915

AVIS DIVERS:

Alumnae Society of McGill University (Directeurs). 934
Association des Infirmières de l'Hôpital Sainte-Justine (Changement de nom) 928
Association Indépendante des Employés de Caverhill, Learmont & Co. Limited (Formation) 935
Bills sanctionnés. 931
Bills sanctionnés. 935
Canada Envelope Company (Directeurs) 929
Corporation de l'École d'Agriculture de Ste-Croix (Règlements) 930
Discours du Trône (Prorogation). 935
Fassett, munic. de (Changement de nom). 930
Gatineau Memorial Hospital, Wakefield (Règlements) 930
La Coopérative d'Habitation de St-Patrice de Tingwick (Fondation). . . . 931
Laiterie City Dairy Ltd. (Directeurs). . 929
Le Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver du Rang Dix, de Normandin (Fondation). 930
L. N. Messier Limitée (Directeurs). . . . 930
Mackayville, ville de (Changement de date des élections) 929
Syndicat Industriel de St-Frédéric (Fondation) 934
The Montreal Clinical Society (Directeurs) 935

CHARTES — ABANDON DE:

André Proulx Limitée 951
Continental Salvage Company (Quebec) Limited 951
Richmond Candy Limited 951
Roy & Bolduc Limitée 951

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Lawrence Warehouse Company. 952

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:
Lac-des-Iles. 952
Melbourne, village de 953
Ste-Félicité. 952
Ste-Thérèse, ville de. 952

TERRES ET FORÊTS:
Service du Canastre:

Beauport, paroisse de. 953
Bourlamaque, ville de 953
Chicoutimi, ville de 953
Wentworth, canton de. 953

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec (Modification). . 954
Comité paritaire de l'industrie de la

MEETING:

The Canada & Gulf Terminal Railway Company. 937

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 915

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alumnae Society of McGill University (Directors). 934
Association des Infirmières de l'Hôpital Sainte-Justine (Change of name). . . . 928
Association Indépendante des Employés de Caverhill, Learmont & Co. Limited (Formation). 935
Bills sanctioned. 931
Bills sanctioned. 935
Canada Envelope Company (Directors) 929
Corporation de l'École d'Agriculture de Ste-Croix (By-Laws). 930
Speech from the Throne (Prorogation). 935
Fassett, munic. of (Change of hame). . . 930
Gatineau Memorial Hospital, Wakefield (By-Laws). 930
La Coopérative d'Habitation de St-Patrice de Tingwick (Foundation). . . 931
Lziterie City Dairy Ltd. (Directors). . . 929
Le Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver du Rang Dix, de Normandin (Foundation). 930
L. N. Messier Limitée (Directors). 930
Mackayville, town of (Change of date of elections). 929
Syndicat Industriel de St-Frédéric (Foundation). 934
The Montreal Clinical Society (Directors) 935

CHARTERS — SURRENDER OF:

André Proulx Limitée 951
Continental Salvage Company (Quebec) Limited 951
Richmond Candy Limited 951
Roy & Bolduc Limitée 951

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Lawrence Warehouse Company. 952

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:
Lac-des-Iles. 952
Melbourne, village of. 953
Ste-Félicité. 952
Ste-Thérèse, town of 952

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Beauport, parish of 953
Bourlamaque, town of. 953
Chicoutimi, town of. 953
Wentworth, township of 953

LABOUR:

Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry of the Province of Quebec (Amendment) 954
Joint Committee of the Corrugated Pa-

boîte de carton gaufré de Québec (Modification). 964
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec (Approbation de règlements). 966
Industrie de la construction dans la cité de St-Jean *et al* (Modification). 954
The Sheet Metal Workers International Association, Local 116 (Avis). 958

LETTRES PATENTES:

Alexander Dworkin Inc. 916
Barvue Extension Ltd. 921
Bell Realties Corporation 917
Bickle-Seagrave (Quebec) Limited 917
Bijou Industries Ltd.. 917
Dupas Metals Limited. 922
Edelene Jobbers Inc. 918
Extate Investments Ltd.. 918
Ferland & Marier Ltée (Correction). . . 923
Hart Shirt Limited. 922
H. Langevin Lumber Ltée-Ltd.. 922
Jewish Ezra Convalescent Home. 918
Jimmy's Restaurant Inc. 919
L'Évêque Catholique Romain de Timmins — The Roman Catholic Bishop of Timmins 967
Mark Corporation 919
Midtown Realty Corporation. 919
M. Schleien Inc.. 920
Stonete Corporation Ltd. 920
Unic Steel Products Ltd. 920
William Paterson & Company Inc. 921

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Biron-Knitting Mills Ltd. La Cie de Tricots Biron Ltée 923
Canada Flushwood Door Limited. 923
Chez Donald Ltée 924
Ciment Québec Inc.. 924
Cinq-O Ltée. 924
Cumming-Perrault Limited 925
Empire Clothing Manufacturing Company 927
Empire Electroplating Works Ltd. 925
Forden-Crescent Shirts Ltd.. 925
Gordon Belt & Novelty Company Ltd.. 926
J. J. Shea & Company Limited. 927
John F. Wickenden Company Limited. 926
Lemo Shops Inc.. 926
Marvel Headwear Ltd. 926
Matteau Limitée. 926
Merchants Press Limited 928
Parco Drilling & Exploration Company Limited. 928
Purity Bakery Limited 926
Remer Spring Mfg. Co. Ltd. 927
Simard, Chevalier & Choyer Limitée.. 927
Standard Auto Supply Limited. 928

LIQUIDATION, AVIS DE

Hector Investments Limited 967

NOMINATIONS:

Diverses. 967

ORDRE DE COUR:

Alfred Després Inc. vs Baie St-Paul Plywood & Box Mfg. Co. Ltd. 968

SIÈGES SOCIAUX:

Adanac Builders' Mart Inc. 969

per Box Industry of Quebec (Amendment) 964
Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec (Approval of by-laws). 966
Construction industry in the city of St. John *et al* (Amendment). 954
The Sheet Metal Workers International Association, Local 116 (Notice). 958

LETTERS PATENT:

Alexander Dworkin Inc. 916
Barvue Extension Ltd. 921
Bell Realties Corporation 917
Bickle-Seagrave (Quebec) Limited 917
Bijou Industries Ltd.. 917
Dupas Metals Limited. 922
Edelene Jobbers Inc. 918
Estate Investments Ltd.. 918
Ferland & Marier Ltée (Correction). . . 923
Hart Shirt Limited. 922
H. Langevin Lumber Ltée-Ltd.. 922
Jewish Ezra Convalescent Home. 918
Jimmy's Restaurant Inc. 919
L'Évêque Catholique Romain de Timmins — The Roman Catholic Bishop of Timmins 967
Mark Corporation 919
Midtown Realty Corporation. 919
M. Schleien Inc.. 920
Stonete Corporation Ltd. 920
Unic Steel Products Ltd. 920
William Paterson & Company Inc. 921

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Biron-Knitting Mills Ltd.— La Cie de Tricots Biron Ltée 923
Canada Flushwood Door Limited. 923
Chez Donald Ltée 924
Ciment Québec Inc.. 924
Cinq-O Ltée. 924
Cumming-Perrault Limited 925
Empire Clothing Manufacturing Company 927
Empire Electroplating Works Ltd. 925
Forden-Crescent Shirts Ltd.. 925
Gordon Belt & Novelty Company Ltd. 926
J. J. Shea & Company Limited. 927
John F. Wickenden Company Limited. 926
Lemo Shops Inc.. 926
Marvel Headwear Ltd. 926
Matteau Limitée. 926
Merchants Press Limited 928
Parco Drilling & Exploration Company Limited. 928
Purity Bakery Limited 926
Remer Spring Mfg. Co. Ltd. 927
Simard, Chevalier & Choyer Limitée.. 927
Standard Auto Supply Limited. 928

WINDING UP NOTICE:

Hector Investments Limited. 967

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 967

RULE OF COURT:

Alfred Després Inc. vs Baie St-Paul Plywood & Box Mfg. Co. Ltd. 968

HEAD OFFICES:

Adanac Builders' Mart Inc. 969

Barvue Extension Ltd. 968
Canadian Fores Limited 968
Dupas Metals Limited. 970
Hart Shirt Limited. 969
H. Langevin Lumber Ltée-Ltd. 970
Hôtel des Sept Iles Limitée 969
La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls. 969
Val Royal Transport Ltée. 969
Waden Inc. 970

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS

Canadian Pacific Express Company . . . 970

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dubois, Adélard 971
Marion, Alfred (Joliette Beef Supply) . . 971

VENTES PAR LICITATION:

Cameron *et al* vs Cameron *et al* 973
Delabarre vs Lavallée 972

VENTES PAR SHÉRIFS:

JOLIETTE:

Robert vs Godon 974

PONTIAC:

MacGowan vs Dunn 974

QUÉBEC:

Baum vs Lefaivre *et al*. 975
Cité de Québec vs Gaineau 976
Fortin vs Plamondon. 975
Lahoud vs Barakatt. 976

SAGUENAY:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Tremblay 977

SAINT HYACINTHE

H. Létourneau Limitée vs Bousquet. . . 977

TERREBONNE:

Craig vs Bertrand. 978
Potvin *et al* vs Brault *et al*. 978

TROIS-RIVIÈRES:

Gagnon vs Laterreur 979

Barvue Extension Ltd. 968
Canadian Fores Limited 968
Dupas Metals Limited. 970
Hart Shirt Limited. 969
H. Langevin Lumber Ltée-Ltd. 970
Hôtel des Sept Iles Limitée 969
La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls. 969
Val Royal Transport Ltée. 969
Waden Inc. 970

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company . . . 970

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dubois, Adélard 971
Marion, Alfred (Joliette Beef Supply) . . 971

SALES BY LICITATION:

Cameron *et al* vs Cameron *et al*. 973
Delabarre vs Lavallée 972

SHERIFFS' SALES:

JOLIETTE:

Robert vs Godon 974

PONTIAC:

MacGowan vs Dunn 974

QUEBEC:

Baum vs Lefaivre *et al*. 975
City of Quebec vs Garneau. 976
Fortin vs Plamondon. 975
Lahoud vs Barakatt. 976

SAGUENAY:

The Quebec Farm Loan Board vs Tremblay. 977

SAINT HYACINTHE:

H. Létourneau Limitée vs Bousquet. . . 977

TERREBONNE:

Craig vs Bertrand. 978
Potvin *et al* vs Brault *et al* 978

TROIS-RIVIÈRES:

Gagnon vs Laterreur 979

29707-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.